

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

| | UN AN | SIX MOIS |
|--|--------|----------|
| Togo, France et Colonies | 35 fr. | 20 fr. |
| Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr. | 30 fr. | 35 fr. |
| Pays à plein tarif 60 fr. | | |
| Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50 | | |
| Par porteur ou par la poste. | | |
| Togo, France et Colonies : 1. fr. 75 | | |
| Etranger : Port en sus. | | |

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

| | |
|---|---------|
| La ligne | 2 fr. |
| Minimum | 10 fr. |
| La page | 200 fr. |
| Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum : 10 fr. | |

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

| | | |
|--------------|---|-----|
| 1941 | | |
| 17 septembre | — Arrêté ministériel portant obligation pour les émetteurs et vendeurs de fractions de billets de la loterie nationale d'apposer sur ces coupures un timbre délivré par l'administration des finances. (<i>Arrêté de promulgation n° 643 Cab. du 10 novembre 1942</i>) | 660 |
| 1942 | | |
| 17 février | — Décret portant rajustement des frais de transport et de déplacement en France du personnel retribué sur les budgets généraux et locaux des colonies. (<i>Arrêté de promulgation n° 635 Cab. du 5 novembre 1942</i>) | 660 |
| 7 avril | — Loi relative aux ports maritimes de commerce. (<i>Arrêté de promulgation n° 642 Cab. du 10 novembre 1942</i>) | 661 |
| 25 juin | — Décret relatif à l'attribution d'une allocation complémentaire aux fonctionnaires et agents des services coloniaux rayés des contrôles par suite de leur admission à la retraite et en instance de rapatriement. (<i>Arrêté de promulgation n° 636 Cab. du 5 novembre 1942</i>) | 664 |
| 21 juillet | — Décret relatif au relèvement des indemnités accordées pour la perte des objets recommandés. (<i>Arrêté de promulgation n° 637 Cab. du 5 novembre 1942</i>) | 665 |
| 24 juillet | — Décret concernant l'indemnisation des fonctionnaires et agents en service outre-mer relevés de leurs fonctions ou réputés démissionnaires de leur emploi par application des lois sur l'accès aux emplois publics. (<i>Arrêté de promulgation n° 638 Cab. du 5 novembre 1942</i>) | 665 |
| 12 août | — Arrêté ministériel portant création d'un centre des hautes études coloniales. | 666 |
| 4 septembre | — Loi relative à l'organisation de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux colonies. | 667 |

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

| | | |
|-------------|---|-----|
| 1942 | | |
| 7 août | — No 2774 s. E. — Arrêté général concernant le rationnement en Afrique française | 667 |
| 7 octobre | — No 3521 s. s. m. — Arrêté général portant création d'un service général d'inspection médicale des écoles en A. O. F. et au Togo. | 680 |
| 12 octobre | — No 3616 s. E. — Arrêté général réglementant l'exportation de certains produits. | 682 |
| 12 octobre | — No 3623 D. T. — Arrêté général fixant les indemnités de perte des objets recommandés des régimes intérieur, franco-colonial et intercolonial. | 682 |
| 14 octobre | — No 3633 s. E./P. — Décision générale désignant les produits auxquels s'appliquera la péréquation des transports. | 682 |
| 19 octobre | — No 3666 s. E. — Arrêté général appliquant à certains tissus et aux mouchoirs de tête de toutes sortes confectionnés ou non, les opérations de péréquation prévues par l'arrêté n° 492 s. E. C. du 4 février 1942. | 683 |
| 21 octobre | — No 3723 T. P. — Arrêté général approuvant les horaires des trains de voyageurs sur le réseau du Togo. | 684 |

ACTES DU POUVOIR LOCAL

| | | |
|---------------------------|---|-----|
| 1942 | | |
| 7 avril | — No 208 — Arrêté autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf. | 684 |
| 1 ^{er} septembre | — No 483 Dom. — Arrêté modifiant l'arrêté 318 du 25 juin 1941 portant établissement de l'enregistrement et du timbre au territoire du Togo. | 684 |
| 29 septembre | — No 552 C. F. T. — Arrêté modifiant les tarifs pour le transport des voyageurs et des marchandises sur le réseau des chemins de fer du Togo. | 684 |
| 2 octobre | — No 562 F./Pel. — Arrêté complétant l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut | |

du personnel civil des cadres locaux du Togo, à l'exception du personnel des travaux publics et des chemins de fer.

685

- 26 octobre — N° 783 T. P. — Décision désignant le chef du service des travaux publics et des mines pour accorder autorisation de vente des véhicules automobiles 685
- 29 octobre — N° 605 A. E. — Arrêté portant interdiction de la sortie du maïs de la zone nord du Togo 685
- 29 octobre — N° 606 s. s. — Arrêté portant mesures sanitaires 686
- 30 octobre — N° 796 A. P. A. — Décision étendant à certains cantons du cercle du centre les dispositions de l'arrêté n° 171 du 6 mai 1936 sur l'organisation du commandement indigène au Togo. 686
- 31 octobre — N° 612 A. P. A. — Arrêté réglementant la circulation des indigènes étrangers à l'intérieur du territoire du Togo 686
- 31 octobre — N° 613 A. E. — Arrêté portant modification de l'arrêté n° 406 A. E. du 31 juillet 1942 relatif à la limitation et à la vente de certains produits et denrées de première nécessité. 686
- 3 novembre — N° 615 A. E. — Arrêté portant fermeture des campagnes d'achat du café. 687
- 3 novembre — N° 616 A. E. — Arrêté rapportant l'arrêté n° 780 du 31 décembre 1941 interdisant l'achat du ricin par le commerce. 687
- 3 novembre — N° 617 A. P. A. — Arrêté portant interdiction de la circulation dans certaines zones du territoire du Togo 687
- 3 novembre — N° 627 F. — Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo — Exercice 1942. 688
- 3 novembre — N° 631 C. F. T. — Arrêté portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1941, au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf. 689
- 5 novembre — N° 633 T. P. — Arrêté fixant pour le 4^e trimestre 1942 et pour l'année 1943 le contingent d'alcool neutre à haut titrage à fabriquer par l'usine Eychemme pour les besoins sanitaires et médicaux. 689
- 7 novembre — N° 640 A. E. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 496 A. E. du 5 septembre 1942 réglementant la fabrication

du chocolat et du cacao sucré au Togo

Personnel 689
Divers 690

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours pour le stage de l'école nationale de la France d'outre-mer 693

Avis de recrutement de dactylographes contractuels pour le Gouvernement général de l'A. O. F. 693

Domaines 694

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Loterie nationale

N° 643. Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

10 novembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel du 17 septembre 1941 portant obligation pour tous les émetteurs et vendeurs de fractions de billets de la loterie nationale d'apposer sur ces coupures un timbre délivré par l'administration des finances.

Voir arrêté ministériel du 17 septembre 1941, décrets des 8 août 1935 et 30 octobre 1935 au J. O. A. O. F. du 24 octobre 1942, pages 918 et 919.

Personnel

N° 635 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

5 novembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 17 février 1942 portant rajustement des frais de transport et de déplacement en France du personnel retribué sur les budgets généraux et locaux des colonies.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les déplacements et les passages des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ou locaux;

Vu le décret du 15 octobre 1938 portant rajustement des frais de transport et de déplacement en France du personnel relevant du ministère des colonies;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'aviation, secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau II annexé à l'article 1^{er} du décret du 15 octobre 1938 fixant les frais de transport et de déplacement en France du personnel relevant du ministère des colonies est annulé et remplacé par le suivant :

II. Tableau des frais de déplacement.

| GROUPES | JOURNÉE COMPLÈTE | | | | JOURNÉE INCOMPLÈTE | | | | | | | |
|-----------|-------------------------------|-------------|----------------------------|-------------|--|-------------|---|-------------|--|-------------|---|-------------|
| | PENDANT LES 30 PREMIERS JOURS | | A PARTIR DU TRENTIÈME JOUR | | MISSION SANS DÉCOUCHER | | | | MISSION AVEC DÉCOUCHER | | | |
| | Chef de famille | Célibataire | Chef de famille | Célibataire | un repas ou une absence de 7 heures et de moins de 12 heures | | deux repas ou une absence de plus de 12 heures et de moins de 18 heures | | absence de plus de 7 heures et de moins de 18 heures | | absence de plus de 18 heures et de moins de 24 heures | |
| | | | | | Chef de famille | Célibataire | Chef de famille | Célibataire | Chef de famille | Célibataire | Chef de famille | Célibataire |
| | frs. | frs. | frs. | frs. | frs. | frs. | frs. | frs. | frs. | frs. | frs. | frs. |
| Groupe 1. | 129 | 97 | 115 | 86 | 42 | 26 | 84 | 52 | 45 | 87 | 71 | |
| Groupe 2. | 110 | 83 | 97 | 73 | 37 | 23 | 74 | 46 | 37 | 74 | 60 | |
| Groupe 3. | 90 | 68 | 78 | 57 | 31 | 20 | 62 | 40 | 28 | 59 | 48 | |
| Groupe 4. | 66 | 50 | 56 | 42 | 22 | 14 | 44 | 28 | 22 | 44 | 36 | |

ART. 2. — Le présent décret aura effet à compter du 1^{er} juillet 1941.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat à l'aviation, secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 17 février 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,
Général BERGERET.*

Ports maritimes de commerce

N^o 642 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

10 novembre 1942. — Est promulguée dans le territoire du Togo, la loi du 7 avril 1942 relative aux ports maritimes de commerce.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Après avis du conseil d'Etat;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

TITRE PREMIER

DES PORTS MÉTROPOLITAINS NON AUTONOMES

ARTICLE PREMIER. — Des arrêtés interministériels pris sur l'initiative du secrétaire d'Etat aux communications avec l'accord du secrétaire d'Etat à la marine déterminent le classement des ports métropolitains en ports principaux ou secondaires.

CHAPITRE PREMIER

DES PORTS PRINCIPAUX

SECTION I

Du commandant de la marine

ART. 2. — Un officier général ou supérieur de marine est désigné par arrêté du secrétaire d'Etat à la marine pour exercer les fonctions de « commandant de la marine à... ».

Cet arrêté est communiqué à tous les secrétaires d'Etat intéressés.

Dans l'exercice de ses fonctions, le commandant de la marine relève directement du secrétaire d'Etat à la marine.

ART. 3. — Si le commandant de la marine exerce simultanément d'autres fonctions d'ordre militaire, il relève, pour ce qui est de ces fonctions, des autorités maritimes définies par les règlements organiques de la marine.

ART. 4. — 1. — Le commandant de la marine dans un port est chargé :

D'assurer la sûreté du port et des navires;

De donner les consignes générales relatives aux mouvements des navires;

De contrôler la santé dans l'enceinte portuaire et sur les navires.

Dans l'exercice de ces fonctions, il peut être assisté par un officier de marine dit « commandant maritime du port ».

2. — Le commandant de la marine assume, sur l'ensemble des services publics du port et sur les organismes publics et privés concourant à l'activité du port ou en bénéficiant, un rôle de coordination supérieure.

ART. 5. — 1. — Pour assurer la sûreté du port et des navires, le commandant de la marine dispose :

De la capitainerie de port, par l'intermédiaire du directeur du port;

De la police de la navigation;

De la gendarmerie maritime et de tous autres organismes concourant à la police générale du port;

Des inspecteurs de la sûreté navale;

Du commissaire spécial du port.

2. — La « police de la navigation » assure la visite des navires, au départ et à l'arrivée. Ce service utilise du personnel de la marine et des personnels relevant de divers secrétariats d'Etat.

Sur proposition du commandant de la marine, les effectifs nécessaires sont demandés par le secrétaire d'Etat à la marine aux secrétaires d'Etat intéressés.

Ces effectifs sont détachés de façon occasionnelle ou permanente au service de la police de la navigation.

Les dispositions qui précèdent ne concernent pas la police fiscale de la navigation, qui reste assurée par les agents des administrations fiscales sous le contrôle de leurs chefs directs;

3. — La gendarmerie maritime en service dans un port, qui relève organiquement du commandant de la légion de gendarmerie maritime, est placée, pour son utilisation, sous les ordres du commandant de la marine.

Elle est chargée de la police du port proprement dite : garde des issues, rondes dans l'enceinte portuaire, maintien de l'ordre dans l'enceinte portuaire et à bord des navires à quai.

La gendarmerie maritime peut être renforcée ou même suppléée par des éléments de la police locale (police municipale ou police d'Etat) détachés aux ordres du commandant de la marine.

4. — Les inspecteurs de la sûreté navale :

a) Sont chargés de la surveillance des personnes fréquentant l'enceinte portuaire ou les navires; ils dépendent à ce titre de l'autorité maritime;

b) Collaborent avec la gendarmerie maritime et la police de la navigation dans les conditions définies par le commandant de la marine;

c) Effectuent les enquêtes urgentes prescrites par le commandant de la marine.

5. — Le commandant de la marine dirige l'activité du commissaire spécial du port chargé de la surveillance du franchissement des frontières maritimes, lequel reçoit toutes instructions techniques de ses supérieurs hiérarchiques et se conforme aux règlements administratifs en vigueur.

ART. 6. — Le commandant de la marine se tient en rapport avec l'intendant de police de la circonscription qui désigne les fonctionnaires de police par lesquels la liaison entre ces deux autorités doit être établie.

ART. 7. — 1. — Le commandant de la marine est chargé de la partie maritime de l'exploitation, c'est-à-dire de l'établissement des règlements généraux relatifs à la conduite des navires jusqu'à leurs postes

d'accostage, ces postes étant désignés par le directeur du port. A cet effet, le commandant de la marine a autorité sur :

La capitainerie de port;
Le pilotage,
et sur le remorquage.

2. — Les officiers de port reçoivent du commandant de la marine, par l'intermédiaire du directeur du port, les instructions générales relatives à l'élaboration des consignes nautiques ou concernant les mouvements des navires et leur amarrage. L'administration du personnel de la capitainerie de port est réglée comme il est dit à l'article 17 ci-après.

3. — Les pilotes reçoivent du commandant de la marine les directives nautiques nécessaires pour le pilotage et, éventuellement, l'amarrage.

ART. 8. — Le commandant de la marine a sous son autorité directe le médecin chef de la circonscription maritime.

Cet officier du corps de santé de la marine est médecin chef du service de santé de la marine marchande et médecin chef du service sanitaire maritime :

1° — Comme chef du service de santé de la marine marchande, il est chargé :

a) De la surveillance médicale des équipages et des élèves des établissements d'enseignement maritime;

b) De l'hygiène des navires;

c) Du contrôle du personnel médical et infirmier embarqué;

2° — Comme médecin chef de la circonscription maritime, il peut, pour le fonctionnement du service sanitaire maritime, être assisté par un médecin qui porte le titre de « médecin adjoint au chef du service sanitaire maritime », désigné par accord entre les secrétaires d'Etat à la famille et à la santé et à la marine.

Le service sanitaire maritime est placé sous le contrôle technique du directeur régional à la santé; son mode de fonctionnement est réglé par arrêté interministériel.

ART. 9. — Les règlements d'ordre général spéciaux au port, ainsi que les modifications qui y sont apportées, sont préparés par le directeur du port ou par les chefs de service compétents et signés par le commandant de la marine. Les prescriptions qui sont susceptibles d'avoir des répercussions au delà de l'enceinte portuaire sont soumises, en outre, à l'agrément préalable du préfet.

Dans le cas où le commandant de la marine se trouve à ce sujet en désaccord avec un chef de service ne relevant pas directement de son autorité, il saisit le secrétaire d'Etat à la marine qui se met en relation avec le secrétaire d'Etat intéressé pour trancher le différend.

Toutefois, en cas d'urgence, le commandant de la marine a qualité pour prendre une décision provisoire, immédiatement exécutoire. Si cette décision est susceptible d'entraîner des répercussions au delà de l'enceinte portuaire, le commandant de la marine en donne immédiatement connaissance au préfet.

ART. 10. — Le commandant de la marine exerce la coordination supérieure des différents services et organismes publics et privés concourant à l'activité du port ou en bénéficiant (y compris la base militaire lorsque cet organisme existe dans le port intéressé).

A cet effet, il a pouvoir de convoquer en conférence, soit ensemble, soit séparément, les chefs de service et les représentants des organismes susvisés. Le directeur du port assiste à ces conférences en qualité de vice-président.

L'ordre du jour de chaque séance est adressé en même temps que la convocation à chacun des intéressés.

Un procès-verbal est établi par les soins du commandant de la marine et adressé à chacun des membres ayant participé à la conférence.

ART. 11. — Le commandant de la marine reçoit du président de la chambre de commerce copie des sections du budget de cette chambre concernant le port maritime.

SECTION II

Du directeur du port

ART. 12. — Un ingénieur en chef des ponts et chaussées est désigné par arrêté du secrétaire d'Etat aux communications pour exercer les fonctions de « directeur du port ».

Cet arrêté est communiqué au secrétaire d'Etat à la marine.

ART. 13. — Le directeur du port relève directement du secrétaire d'Etat aux communications.

ART. 14. — Le directeur du port :

a) Dirige les services chargés de l'aménagement portuaire et de l'exploitation commerciale du port et de ses annexes;

b) Collabore avec le commandant de la marine en ce qui concerne la coordination supérieure des différents services du port;

c) Assure directement la coordination nécessaire avec tous les services locaux en ce qui concerne l'exploitation commerciale du port.

ART. 15. — Le directeur du port a sous son autorité les services de l'exploitation commerciale et des travaux.

Il a sous ses ordres un chef de l'exploitation commerciale du port et un ou plusieurs ingénieurs des ponts et chaussées chargés des travaux.

1. — Le service de l'exploitation commerciale a pour attributions :

La fixation de l'emplacement à quai des navires;

La manutention des marchandises;

Le stationnement sur quai et sous hangars;

L'exploitation des outillages, hangars et terre-pleins, du matériel flottant et voies de desserte par route et par fer;

L'instruction de toutes les questions relatives aux occupations temporaires du domaine public ainsi qu'aux concessions et autorisations d'outillage, et, d'une manière générale, toutes les questions se rapportant à l'exploitation commerciale du port.

Le chef de l'exploitation commerciale se tient en liaison permanente avec les armateurs, les transitaires, les représentants qualifiés des services intéressés à l'exploitation du port, des concessionnaires des voies ferrées et de l'outillage, ainsi que des services des voies navigables et des transports routiers.

Il établit ou réunit les statistiques et documents concernant ou intéressant le port.

Les officiers et maîtres de port et tout le personnel de l'exploitation sont placés sous ses ordres.

2. — Les services des travaux ont pour attributions l'extension, l'amélioration et l'entretien des installations portuaires, l'aménagement des rades et des accès.

Tout projet d'extension ou d'amélioration des ouvrages et de l'outillage du port est communiqué par le directeur du port au commandant de la marine, avant l'intervention des procédures prévues par la loi n° 1303 du 8 avril 1941 relative à la procédure d'autorisation des travaux des ports maritimes.

ART. 16. — 1° — Le directeur du port a sous son autorité tout le personnel relevant du secrétaire d'Etat aux communications affecté au service maritime dans la circonscription du port;

2° — Il exerce une action générale en ce qui concerne les relations du port avec l'intérieur sur tous les services dépendant du secrétaire d'Etat aux communications : chemins de fer, voies navigables, routes, etc.;

3° — Il correspond directement avec la municipalité et avec les services départementaux pour tout ce qui concerne le port.

Il se maintient en contact constant avec la chambre de commerce et se concerta avec elle sur les mesures intéressant le port.

Il entre en rapport direct, toutes les fois qu'il le juge utile, avec les usagers du port et avec tous les organismes publics ou privés intéressés par l'exploitation du port;

4° — Il est chargé de la conservation du domaine public portuaire;

5° — Au nom du secrétaire d'Etat au travail, il assure le contrôle du travail exécuté à l'intérieur du port, ainsi que la mise en œuvre des dispositions générales prévues par la charte du travail.

ART. 17. — Les officiers de port sont nommés par le secrétaire d'Etat aux communications, en accord avec le secrétaire d'Etat à la marine. Le secrétaire d'Etat aux communications administre ce personnel, qui est noté par les commandants de la marine et par les directeurs des ports.

CHAPITRE II

DES PORTS SECONDAIRES

ART. 18. — L'arrêté interministériel prévu à l'article 1^{er} de la présente loi, qui classe un port comme port secondaire, fixe le détail de son organisation.

TITRE II

DES PORTS MÉTROPOLITAINS AUTONOMES

ART. 19. — 1. — Le commandant de la marine dans les ports autonomes régis par la loi du 12 juin 1920 et les textes qui l'ont modifiée, concernant l'autonomie des ports de commerce, exerce, sur les organismes publics, les fonctions et les pouvoirs définis par les articles 4 à 10 inclus de la présente loi, réserve faite des pouvoirs et attributions dévolus au conseil d'administration ainsi qu'au directeur du port autonome en sa qualité d'agent d'exécution dudit conseil.

2. — A l'égard des services énumérés au huitième alinéa de l'article 15 de ladite loi du 12 juin 1920, son action de coordination supérieure s'exerce par l'organe du directeur du port en sa qualité d'agent du pouvoir central pour l'exploitation du port. Le directeur adresse au commandant de la marine copie des pièces essentielles de correspondance qu'il échange, à cet effet, avec les secrétaires d'Etat et les directeurs généraux.

3. — Le commandant de la marine se tient en liaison avec le président du conseil d'administration. Il reçoit copie, de l'ordre du jour des séances ainsi qu'une ampliation du procès-verbal des délibérations pour transmission au secrétaire d'Etat à la marine. Il peut désigner un officier ou un fonctionnaire pour assister aux séances du conseil.

TITRE III

DES PORTS D'OUTRE-MER

ART. 20. — Des arrêtés interministériels, pris sur l'initiative du secrétaire d'Etat intéressé avec l'accord du secrétaire d'Etat à la marine, déterminent le classement des ports d'outre-mer en ports principaux ou secondaires.

ART. 21. — 1. — Dans les ports d'Algérie, les commandants de la marine, pour ce qui est de l'application de la présente loi, relèvent du gouverneur général.

2. — Le gouverneur général exerce dans ces ports les pouvoirs du secrétaire d'Etat aux communications énumérés aux articles 13, 16 (alinéas 1^{er} et 2).

3. — Les attributions des commandants de la marine vis-à-vis des services publics représentés dans les ports d'Algérie sont les mêmes que dans les ports métropolitains sous réserve que dans le cas de désaccord avec un chef de service prévu à l'article 9 (alinéa 2) le commandant de la marine saisit le gouverneur général pour décision. En ce cas, le commandant de la marine rend compte au secrétaire d'Etat à la marine dans les conditions prévues à l'article 24 ci-après.

4. — Le gouverneur général détermine les conditions dans lesquelles les commandants de la marine assurent, dans les ports d'Algérie, la coordination des organismes privés.

5. — Sur décision prise en accord par les secrétaires d'Etat à la marine et à l'intérieur, les commandants de la marine dans les ports secondaires d'Algérie peuvent être placés sous le contrôle du commandant de la marine en Algérie.

ART. 22. — 1. — Dans les ports coloniaux, les commandants de la marine, pour ce qui est de l'application de la présente loi, relèvent du gouverneur général (ou du gouverneur).

2. — Les règles de subordination des différents services publics, représentés dans les ports coloniaux, par rapport aux autorités locales, sont déterminées par des arrêtés interministériels pris d'accord entre le secrétaire d'Etat aux colonies et les secrétaires d'Etat intéressés.

3. — Les attributions des commandants de la marine vis-à-vis des services publics représentés dans les ports coloniaux sont les mêmes que dans les ports métropolitains, sous réserve que l'intervention du préfet prévue à l'article 9 appartient au gouverneur général (ou au gouverneur).

4. — Le gouverneur général (ou gouverneur) détermine les conditions dans lesquelles les commandants de la marine assurent dans les ports coloniaux la coordination des organismes privés.

5. — Sur décision prise en accord par les secrétaires d'Etat à la marine et aux colonies, les commandants de la marine dans les ports secondaires des colonies peuvent être placés sous le contrôle du commandant de la marine dans la colonie (ou le groupe de colonies).

ART. 23. — En ce qui concerne les autres ports d'outre-mer les conditions d'application de la présente loi font l'objet d'accords entre le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et le secrétaire d'Etat à la marine.

ART. 24. — La correspondance au départ des commandants de la marine outre-mer avec le secrétariat d'Etat à la marine, pour ce qui est de l'application de la présente loi, passe par la voie des hautes autorités indiquées aux articles 21 et 22 ci-dessus.

Ces autorités transmettent la correspondance ainsi reçue, avec leur avis, au secrétaire d'Etat à la marine et à tous les secrétaires d'Etat intéressés.

Le secrétaire d'Etat à la marine adresse directement sa correspondance aux commandants de la marine. Il communique aux secrétaires d'Etat intéressés un double de la correspondance concernant l'organisation et l'activité des ports.

TITRE IV

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

ART. 25. — En période d'hostilités ou de crise grave, les ports de commerce de la métropole et les ports d'outre-mer peuvent être placés sous l'autorité du commandant en chef des forces maritimes, par décret contresigné par le secrétaire d'Etat à la marine et par les secrétaires d'Etat intéressés.

ART. 26. — Dans ce cas, le commandant de la marine, au cours des conférences prévues à l'article 10 de la présente loi, fait connaître aux chefs de service et aux représentants des organismes convoqués ses décisions. Il en rend compte au commandant en chef des forces maritimes.

ART. 27. — Une « commission de port » est éventuellement constituée sur décision du commandant en chef des forces maritimes pour assurer la parfaite continuité d'exécution de toutes les opérations relatives aux transports.

La commission de port est présidée par le commandant de la marine.

Elle comprend :

Le directeur du port ;

Un officier de marine ;

Un officier de l'armée de terre chargé de régler toute question de transit du personnel et du matériel de l'armée de terre et de l'armée de l'air.

ART. 28. — Le commandant de la marine a droit de réquisition sur les personnes et les biens dans les conditions prévues par les lois en vigueur.

ART. 29. — Le commandant en chef des forces maritimes peut exercer son autorité sur les commandants de la marine dans les ports par l'intermédiaire du haut commandement maritime.

ART. 30. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.

ART. 31. — Le présent décret sera inséré au *Journal officiel* de l'Etat français et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 7 avril 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,
vice-président du conseil,
ministre secrétaire d'Etat à la marine
et à la guerre, par intérim,*

Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires
étrangères,*

Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Pierre PUCHEU.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat à la famille et à la santé,
Serge HUARD.

Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,
Paul CHARBIN.

*Le secrétaire d'Etat au travail,
secrétaire d'Etat à la production
industrielle, par intérim,*
René BELIN.

Le secrétaire d'Etat au travail,
René BELIN.

Le secrétaire d'Etat aux communications,
Jean BERTHELOT.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Personnel

Allocation

N° 636 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

5 novembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 25 juin 1942 relatif à l'attribution d'une allocation complémentaire aux fonctionnaires et agents des services coloniaux rayés des contrôles par suite de leur admission à la retraite et en instance de rapatriement.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux ;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies ;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités et jusqu'à une date qui sera ultérieurement fixée, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 8 du décret du 2 mars 1910 sont provisoirement suspendues et remplacées par les suivantes :

« Les fonctionnaires, employés et agents en service dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies et qui demandent à jouir de leur pension en

France ou dans leur colonie d'origine seront rayés des contrôles à dater de leur admission à la retraite ou, si leur admission à la retraite est antérieure à la promulgation du présent décret, à dater de cette promulgation.

« Dans cette position et jusqu'au jour exclu de leur embarquement qui doit avoir lieu par première occasion ils percevront :

« 1^o — L'avance sur pension ou la pension à laquelle ils ont droit, y compris les compléments et accessoires réglementaires, notamment ceux prévus pour charges de famille;

« 2^o — Une indemnité complémentaire dont le taux sera fixé par arrêté du gouverneur général ou du gouverneur de la colonie et approuvé par le secrétaire d'Etat aux colonies.

« Une indemnité complémentaire est accordée dans les mêmes conditions et jusqu'au jour exclu de leur embarquement aux veuves et orphelins, pensionnés de fonctionnaires décédés à la colonie ».

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 25 juin 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

Perte d'objets recommandés

N^o 637 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

5 novembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 21 juillet 1942 relatif au relèvement des indemnités accordées pour la perte des objets recommandés.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 4 de la loi du 25 janvier 1873;

Vu l'article 162 de la loi de finances du 13 juillet 1925;

Vu l'article 88 du décret du 8 juillet 1937 portant réalisation d'un ensemble de mesures tendant à assurer le redressement financier;

Sur le rapport du chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, du ministre secrétaire d'Etat aux finances, du secrétaire d'Etat aux colonies et du secrétaire d'Etat aux communications;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime intérieur ainsi que dans les relations franco-coloniales et intercoloniales, la perte des objets recommandés, sauf le cas de force majeure, donne droit, soit au profit de l'expéditeur, soit, à défaut ou sur demande de celui-ci, au profit du destinataire, à une indemnité fixée comme il suit :

150 francs pour les lettres, paquets clos, cartes postales ordinaires et envois de valeurs à recouvrer;

75 francs pour les objets affranchis à prix réduit.

ART. 2. — Le chef du gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat aux finances, le secrétaire d'Etat aux colonies et le

secrétaire d'Etat aux communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 21 juillet 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le chef du gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Pierre LAVAL.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

Pierre CATHALA.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

Le secrétaire d'Etat aux communications,

Robert GIBRAT.

Indemnisation des agents relevés de leurs fonctions

N^o 638 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

5 novembre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 24 juillet 1942 concernant l'indemnisation des fonctionnaires et agents en service outre-mer relevés de leurs fonctions ou réputés démissionnaires de leur emploi par application des lois sur l'accès aux emplois publics.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 27 septembre 1940 concernant les fonctionnaires et agents civils des colonies, ceux des communes, établissements publics et services concédés aux colonies, ainsi que les officiers publics et ministériels des mêmes territoires relevés de leurs fonctions;

Vu le décret du 26 octobre 1940 pris en application de la loi du 27 septembre 1940 susvisée, modifié par le décret du 12 mai 1941;

Vu la loi du 3 avril 1941 relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques;

Vu la loi du 14 mars 1942 relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires, employés et agents en service dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies, relevés de leurs fonctions ou réputés démissionnaires de leur emploi en application des lois des 27 septembre 1940, 3 avril 1941 et 14 mars 1942, sans réunir les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'une pension, pourront, s'ils se trouvent présents outre-mer au jour de la décision dont ils sont l'objet, faire valoir les droits définis ci-après :

1^o — Le paiement de l'indemnité mensuelle prévue par les lois des 3 avril 1941 (article 10) et 14 mars 1942 (article 9) et par le décret du 26 octobre 1940 est différé jusqu'au retour des intéressés en France ou dans leur colonie d'origine;

2^o — Jusqu'au jour exclu de leur embarquement qui doit avoir lieu par première occasion et à dater :

De l'expiration de la période de trois mois suivant notification de la décision les concernant pour les fonctionnaires atteints par la loi du 27 septembre 1940;

ou

Du lendemain du jour de la notification de la décision ou de la cessation effective des fonctions, pour les fonctionnaires frappés par les dispositions des lois des 3 avril 1941 et 14 mars 1942;

Ils percevront une indemnité mensuelle égale à la solde de présence qu'ils percevaient au moment de la décision intervenue, augmentée du supplément de traitement et le cas échéant, des indemnités ou allocations pour charges de famille.

A cette solde de présence s'ajoutera une indemnité complémentaire dont le taux sera fixé par arrêté du gouverneur général ou du gouverneur de la colonie où ils résident, ledit taux étant soumis à l'approbation préalable du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Pendant la traversée de retour en France ou dans la colonie d'origine, les fonctionnaires et agents susvisés ne pourront prétendre qu'à la solde de présence augmentée du supplément de traitement et le cas échéant, des charges de famille, à l'exclusion de toute autre indemnité ou allocation complémentaire.

ART. 3. — Ne pourront bénéficier des dispositions prévues aux articles 1 et 2 ci-dessus que les fonctionnaires et agents ayant droit au rapatriement, en France ou dans leur colonie d'origine et qui le demanderont dans le délai de 2 mois à dater du jour de la décision dont ils sont l'objet, ou si cette décision est antérieure à la promulgation du présent décret, à dater de cette promulgation.

ART. 4. — Le point de départ de l'indemnité mensuelle prévue par les lois des 3 avril 1941 et 14 mars 1942 et par le décret du 26 octobre 1940 reste fixé au lendemain du jour de la notification de la décision ou de la cessation effective des fonctions en ce qui concerne les fonctionnaires et agents atteints par les dispositions des lois des 3 avril 1941 et 14 mars 1942, et au lendemain du jour de l'expiration du délai de 3 mois suivant la notification de la décision en ce qui concerne les fonctionnaires et agents relevés de leurs fonctions, pour :

1° — Les fonctionnaires et agents qui, en service outre-mer n'ont pas droit au rapatriement ou qui, ayant droit au rapatriement l'auraient demandé après le délai de deux mois prévu à l'article 3 du présent décret;

2° — Ceux qui refuseraient en fait leur rapatriement;

3° — Ceux qui par leur fait ne s'embarqueraient pas par la première occasion qui suit la date de cessation de leurs fonctions;

4° — Ceux qui ont trouvé sur place ou dans une colonie ou un territoire voisins, une situation rémunérée dans une entreprise privée.

ART. 5. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux fonctionnaires et agents réputés démissionnaires de leur emploi ou relevés de leurs fonctions antérieurement à la promulgation du présent décret. Toutefois, ces derniers ne peuvent bénéficier des avantages énumérés aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus que

sous réserve de reversement des sommes qu'ils auraient déjà perçues, à titre d'indemnisation, depuis la mesure dont ils ont été l'objet.

ART. 6. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 24 juillet 1942.

PHILIPPE PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

Centre de hautes études coloniales

ARRETE MINISTERIEL du 12 août 1942.

Le secrétaire d'Etat aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, à l'école nationale de la France d'outre-mer, un centre des hautes études coloniales.

Ce centre a pour but :

1° — De former le personnel colonial destiné à occuper les hauts emplois de l'administration coloniale tant dans la métropole qu'outre-mer. Il complète et adapte, à cet effet, les connaissances et l'expérience des fonctionnaires qui sont admis à suivre ses cours;

2° — En groupant dans le même travail de recherches les futurs chefs des grands services publics de l'empire; il contribue à coordonner les activités et à établir l'unité de vues dans l'étude des grands problèmes coloniaux dégagés par la politique impériale.

ART. 2. — Le centre a à sa tête un comité de direction composé comme il suit :

Un président nommé pour cinq ans par le secrétaire d'Etat aux colonies.

Dix membres dont :

Le secrétaire général du secrétariat d'Etat aux colonies, vice-président;

Le directeur de l'école nationale de la France d'outre-mer;

L'inspecteur conseil de l'enseignement au secrétariat d'Etat aux colonies;

Et sept directeurs d'études nommés pour trois ans par le secrétaire d'Etat aux colonies sur présentation du président.

Ces différents mandats sont renouvelables.

ART. 3. — Ce centre reçoit des auditeurs choisis parmi les fonctionnaires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies et ayant une solde au moins égale à celle d'administrateur de 2^e classe des colonies. Ces auditeurs sont désignés par le secrétaire d'Etat aux colonies, après avis du conseil des directeurs du département, sur la présentation des directeurs de l'administration centrale, des gouverneurs généraux et des gouverneurs des colonies.

Le centre peut en outre recevoir, à la demande des secrétariats d'Etat compétents, des fonctionnaires de même rang appartenant à l'Afrique du Nord.

A l'issue de leurs études et de leurs travaux, les auditeurs qui en sont jugés dignes reçoivent le diplôme de hautes études coloniales.

ART. 4. — Le secrétaire d'Etat aux colonies déterminera les modalités de fonctionnement du centre des hautes études coloniales, son organisation administrative, le cycle des études et les conditions dans lesquelles sera donné son enseignement.

Fait à Vichy, le 12 août 1942.

Jules BRÉVIE.

**Administration centrale
du secrétariat d'Etat aux colonies**

LOI du 4 septembre 1942.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctions de directeur au secrétariat d'Etat aux colonies seront assurées par des gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies ou résidents supérieurs, ou par des inspecteurs généraux des colonies.

Les fonctions de directeur adjoint et de sous-directeur seront assurées par des gouverneurs des colonies de 3^e classe ou des résidents supérieurs de 3^e classe, ou des administrateurs en chef des colonies, ou par des administrateurs de 1^{re} classe des services civils de l'Indochine, ou par des inspecteurs de 1^{re} classe des colonies.

Les fonctions de chef de bureau seront assurées par des administrateurs en chef des colonies ou par des administrateurs de 1^{re} classe des services civils de l'Indochine.

Les fonctions de sous-chef de bureau seront assurées par des administrateurs de 1^{re} ou de 2^e classe des colonies ou par des administrateurs des services civils de l'Indochine de grade correspondant.

Les fonctions de rédacteur principal et de rédacteur seront assurées par des administrateurs de 3^e classe ou par des administrateurs adjoints des colonies ou des services civils de l'Indochine.

ART. 2. — Les fonctionnaires chargés des fonctions de directeur au secrétariat d'Etat aux colonies sont maintenus à leur poste en conservant, à titre personnel, le bénéfice de leur statut actuel.

ART. 3. — Le cadre du personnel supérieur de l'administration centrale au secrétariat d'Etat aux colonies est supprimé.

Les fonctionnaires qui appartenaient à ce cadre seront versés dans le cadre des gouverneurs des colonies et résidents supérieurs ou dans les cadres des administrateurs des colonies ou des administrateurs des services civils de l'Indochine, conformément aux règles posées par un règlement d'administration publique qui déterminera également les conditions dans lesquelles les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} seront appelés à assurer le fonctionnement des services généraux de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux colonies.

Les fonctionnaires appartenant au cadre supprimé qui se trouvent actuellement en service à l'administration centrale pourront, sur leur demande, conserver une affectation dans les services métropolitains du département, mais ils ne pourront recevoir d'avancement de grade que s'ils remplissent les conditions de séjour colonial prévues par leur nouveau statut, sous réserve des dispositions transitoires prévues par le règlement d'administration publique susvisé.

Ceux reconnus définitivement inaptes au service colonial pourront solliciter leur reclassement dans les services extérieurs dont les emplois ne sont pas tenus réglementairement par des fonctionnaires des services généraux de l'administration centrale.

ART. 4. — La limite d'âge des fonctionnaires provenant du cadre supprimé de l'administration centrale, telle qu'elle résulte de leur statut antérieur sera abaissée, chaque année, d'une année à compter du 1^{er} janvier 1943, jusqu'à ce que cette limite d'âge soit la même que celle prévue pour les cadres coloniaux où les intéressés seront intégrés.

ART. 5. — Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret sont abrogées.

ART. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 4 septembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

Pierre CATHALA.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Rationnement

ARRETE N° 2774 S. E. du 7 août 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 janvier 1920, fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 2 mai 1939, modifié par décret du 12 janvier 1942, fixant les conditions d'application aux colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu l'arrêté général du 15 septembre 1939, portant délégation de pouvoirs aux chefs de colonie;

Vu la loi du 14 mars 1942, promulguée en Afrique occidentale française par arrêté général du 11 mai 1942, codifiant dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies : 1^o la réglementation de l'importation, de l'exportation, de la détention, de l'utilisation, de la mise en vente de tous produits, matières, objets nécessaires aux besoins de ces territoires; 2^o la réglementation des prix;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

TITRE PREMIER

Déclaration des stocks

ARTICLE PREMIER. — Est rendue obligatoire en Afrique occidentale française la déclaration mensuelle des stocks des marchandises énumérées au tableau A de l'annexe I.

Cette déclaration à laquelle sont astreints tous détenteurs de plus de 20 kilos, 20 litres ou 20 paquets de chacun des produits repris par le tableau A doit

être établie en deux exemplaires. Elle est envoyée le premier de chaque mois, et suivant le cas soit au chef de subdivision, soit au commandant de cercle, soit à l'administrateur-maire. Ceux-ci conservent un exemplaire et transmettent l'autre au Gouvernement local.

Ces transmissions sont faites, au plus tard, dans les cinq premiers jours du mois. Le Gouvernement local fait parvenir au plus tard le 20 de chaque mois, au besoin par voie télégraphique, le résultat global des déclarations par espèces.

ART. 2. — Les déclarations mensuelles (tableau A de l'annexe I) doivent comporter obligatoirement :

1° — La liste des marchandises détenues effectivement par le déclarant avec l'indication exacte du lieu de dépôt (il n'est pas nécessaire de reproduire toute la nomenclature du tableau A mais uniquement les produits ou objets réellement en stocks).

Il doit être fait autant de déclarations qu'il y a de dépôts distincts ;

2° — Le total des sorties (exprimé suivant le cas en kilogrammes, litres ou paquets), effectuées au cours du mois considéré par ventes, réquisitions, transferts autorisés, etc... en face de chaque article.

Les sorties doivent être intégralement justifiées par la présentation des tickets ou bons d'achat prévus aux articles suivants du présent arrêté, des ordres de réquisitions, des autorisations de vente ou de transfert, etc...

Ces justifications sont à annexer aux déclarations mensuelles ; les fonctionnaires désignés à l'article 1^{er} ci-dessus, devront les conserver pendant six mois, pour les mettre, le cas échéant, à la disposition des brigades de contrôle des stocks ou des agents de contrôle, qui en feront la demande ;

3° — Les augmentations de stocks, avec indication de leur cause (importation directe, achats, transferts autorisés, fabrication, etc...) en face de chaque article. Pour les achats locaux l'adresse du fournisseur doit être indiquée.

Les déclarations doivent être signées, dans chaque centre, par le détenteur responsable et quand il s'agit de sociétés, par le directeur ou l'agent général dans le lieu de sa résidence et par l'agent chef de comptoir dans les autres localités.

ART. 3. — S'appliquent de plus aux approvisionnements des commerçants les dispositions particulières ci-après :

a) Par stocks, il faut entendre les marchandises détenues par les commerçants en dépôt ou entrepôt de douanes, dans les ports ou dans les gares ou en cours de transport à l'intérieur de la fédération.

Toutefois, les marchandises dans les ports, n'ayant pas encore été déclarées en douane, ne sont pas à comprendre dans les stocks. Elles doivent par contre y figurer dès qu'elles ont été déclarées même si elles n'ont pas encore quitté les quais. Il en est de même si elles sont placées en entrepôt fictif ou réel ;

b) Les transitaires et commissionnaires sont tenus de déclarer les marchandises qu'ils détiennent au nom et pour le compte de leurs destinataires. La livraison de ces marchandises doit être précédée de la remise au service de contrôle des stocks d'une déclaration de transfert ;

c) Les détenteurs de stocks tiennent sur un registre spécial, par chaque lieu de dépôt et pour chaque marchandise rationnée ou contingentée un compte indiquant :

1° — Les stocks au jour de l'ouverture du compte ;
2° — Les entrées inscrites sur la page gauche du registre de compte ;

3° — Les sorties inscrites sur la page de droite du registre de compte.

Pour les entrées, le registre indiquera leur origine (importation, achats sur place avec adresse du vendeur ; transfert avec indication du lieu de provenance, etc...).

Pour les sorties, en gros ou demi-gros, le registre indiquera la date, le nom et l'adresse du destinataire, le moyen de transport utilisé.

Pour les ventes au détail, les diminutions doivent être justifiées, sur simple demande, par la présentation de tickets ou bons d'achat.

Pour permettre un contrôle des stocks aucun déplacement de marchandises ne sera commencé avant inscription de l'opération au registre de magasin tant à l'arrivée qu'au départ.

Les comptes de magasin sont tenus en unités du système métrique suivant les indications reprises à la colonne 2 de la déclaration des stocks (tableau D) de l'annexe I.

TITRE II

Règles générales applicables aux cessions en gros et demi-gros et transferts de stocks

ART. 4. — En principe les mouvements de stocks des marchandises reprises à l'annexe I (achat, vente, remise à titre gratuit, transferts de stocks, etc...) ne seront autorisés qu'à l'intérieur d'un même secteur de répartition. Chaque colonie ou territoire constitue un secteur de répartition. Le gouverneur de chaque colonie est chef de secteur de répartition, il peut déléguer ses fonctions à un fonctionnaire de son choix.

Toutefois en ce qui concerne la Mauritanie tout ou partie des stocks pourront être constitués dans les escales du Sénégal et du Soudan, centres habituels de ravitaillement de cette colonie. Ces stocks seront suivis pour le compte de la Mauritanie par les chefs de secteur de répartition du Sénégal et du Soudan.

ART. 5. — Les chefs de secteur de répartition disposent des stocks dans leur secteur. Ils sont responsables de leur gestion.

Ils peuvent bloquer tout ou partie des stocks, interdire ou prescrire toutes opérations les concernant, ventes, transferts, etc... Ils peuvent recourir à la réquisition pour réaliser ces opérations. Toutefois, les ventes en gros ou demi-gros restent autorisées entre commerçants patentés, se livrant habituellement à la vente des marchandises considérées sous les réserves suivantes :

1° — Ces ventes n'entraîneront en aucun cas la mise à la disposition directe du consommateur d'une quantité quelconque de marchandises reprises à l'annexe I ;

2° — Le chef de secteur de répartition sera avisé sans délai de la vente conclue ;

3° — Son autorisation expresse sera nécessaire, si la vente entraîne transfert de stocks d'un lieu à un autre du secteur. Elle peut être demandée et obtenue par la voie télégraphique.

ART. 6. — Le gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française, peut soit d'office, soit à la demande d'un chef de secteur de répartition, autoriser ou ordonner tous mouvements : ventes, transferts, etc... d'un secteur à un autre ou prescrire dans un secteur déterminé le blocage de tout ou partie du stock.

TITRE III

Produits rationnés et contingentés

ART. 7. — Les marchandises suivantes font l'objet, dans les territoires du Haut-Commissariat, des mesures de rationnement prévues ci-après :

- Farine de froment;
- Pain;
- Riz, maïs, mil, semoules d'orge, de blé, de maïs, farine de maïs, biscuits;
- Sucres;
- Vins;
- Lait conservés et farines lactées;
- Savon;
- Bougies.

L'huile alimentaire est par ailleurs soumise à une réglementation spéciale.

A. — RATIONNEMENT DANS LES COMMUNES,
COMMUNES-MIXTES OU CENTRES IMPORTANTS

ART. 8. — Dans les communes, communes-mixtes ou autres centres, désignés par arrêté des gouverneurs, les marchandises énumérées à l'article 7 seront remises aux consommateurs contre des tickets détachés de cartes de consommation ou contre des bons d'achat collectifs.

Toutefois dans les mêmes communes, communes-mixtes ou centres les gouverneurs ou chefs de territoire peuvent, compte tenu des habitudes locales, décider par arrêté l'application à une partie de la population, du régime du bon d'achat prévu à l'article 28.

Cartes de consommation

ART. 9. — La carte de consommation peut être familiale ou personnelle.

La carte familiale est réservée, sauf dérogation consentie par les autorités locales à titre tout à fait exceptionnel, aux populations autochtones et aux personnes qui vivent habituellement de la même manière.

Le reste de la population reçoit des cartes individuelles.

ART. 10. — La carte familiale est valable pour le chef de famille, son ou ses épouses, ses enfants.

Elle est délivrée au chef de famille sur présentation des justifications régulières quant à la constitution de sa famille et au paiement des impôts.

Les feuilles d'impôts sont annotées lors de la délivrance des cartes.

La carte de consommation familiale doit indiquer le nom du chef de famille, le nombre des épouses et le nombre des enfants.

Elle porte un numéro d'ordre.

ART. 11. — La carte individuelle indique le nom du titulaire, sa résidence, son âge, son sexe et la nature de son travail. Elle porte un numéro d'ordre et comporte délivrance d'une feuille de coupons.

ART. 12. — Les naissances, les mariages, les décès et d'une manière générale tous les changements survenant dans la composition de la famille des titulaires de cartes familiales doivent être notifiés immédiatement aux autorités chargées de la délivrance des cartes.

La carte individuelle doit être remise immédiatement aux autorités locales en cas de décès du titulaire.

Dispositions spéciales aux voyageurs

ART. 13. — Toute personne arrivant d'un territoire ne dépendant pas du Haut-Commissariat de l'Afrique

française soit par mer, soit par voie aérienne ou transsaharienne reçoit au bureau des douanes d'arrivée pour les produits ci-dessous énumérés un certain nombre de tickets correspondant à ses besoins pour un mois sur la base des rations admises et dans les conditions de délivrance déterminées par le présent arrêté :

- 1^o — Pain;
- 2^o — Vin;
- 3^o — Sucre;
- 4^o — Lait de conserve;
- 5^o — Savon;
- 6^o — Huile alimentaire.

Les tickets sont délivrés sur présentation du passeport, du sauf-conduit, de l'ordre de transport ou du livret de solde; ces pièces sont annotées en conséquence.

Dès son arrivée au lieu de sa résidence définitive, le voyageur doit demander une carte de consommation régulière.

Au cas où le voyage entrepris durerait plus d'un mois des tickets supplémentaires seraient accordés par les autorités locales des lieux de passage sur justifications et pour une nouvelle période d'un mois.

A l'arrivée à destination, l'intéressé reçoit le nombre de tickets correspondant strictement aux rations auxquelles il a droit jusqu'au plus proche renouvellement général des feuilles de tickets.

ART. 14. — Les personnes qui quittent le territoire du Haut-Commissariat doivent au préalable remettre les cartes au service qui sera désigné, dans chaque port d'embarquement, par les gouverneurs ou chefs de territoire.

Avec chaque carte doivent être remis, sous peine des pénalités prévues à l'article 43 tous les tickets correspondant à la période restant à courir.

Les compagnies de navigation maritimes ou aériennes et de transports transsahariens ne doivent délivrer de billets de passage, individuel ou collectif, que sur présentation d'un certificat délivré par le service compétent et attestant que les intéressés sont en règle.

Pour permettre un contrôle efficace, les compagnies de transports désignées ci-dessus doivent, après chaque départ, adresser au service du contrôle la liste des passagers embarqués.

Toutefois les personnes quittant la colonie pour une période inférieure à un mois pourront déposer leur carte et tickets au service chargé du contrôle des voyageurs.

La même carte leur sera remise au retour après prélèvement des tickets correspondant à la durée de leur absence.

ART. 15. — Il ne sera pas délivré de cartes de consommation :

Aux militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air; aux marins et personnel de la marine marchande lorsqu'ils reçoivent leur nourriture des ordinaires, d'une administration militaire ou du bateau sur lequel ils travaillent;

Pourront obtenir une carte les militaires et marins présentant une attestation de leur chef de corps ou de leur commandant de bord certifiant qu'ils ne sont pas nourris.

ART. 16. — Les cartes de consommation ne peuvent être ni prêtées, ni cédées à titre gratuit ou onéreux.

Tickets

ART. 17. — Sur présentation des cartes individuelles ou familiales, il est fait remise de feuilles de tickets pour les différents produits repris à l'article 7. Ces feuilles sont établies conformément aux modèles joints, leur couleur diffère suivant qu'il s'agit de feuilles destinées à être annexées à des cartes individuelles ou familiales.

La feuille de tickets est valable un an pour le savon, le sucre.

Elle est valable un mois pour les autres produits rationnés.

Toutefois pour faciliter les distributions, le consommateur peut recevoir en même temps les feuilles de tickets pour un trimestre.

ART. 18. — Les tickets sont valables dans tout le territoire du Haut-Commissariat.

Ils ne peuvent être utilisés que pendant le mois dont ils portent la référence.

Aucune denrée énumérée à l'article 7 ne peut être remise par les commerçants si les tickets y donnant droit ne sont pas présentés encore attachés à leur feuille. En cas d'infraction à cette disposition les commerçants sont passibles des mêmes peines que les consommateurs. Ils doivent s'assurer que les feuilles de tickets qui leur sont présentées portent bien le même numéro que la carte de consommation.

Les tickets reçus par les commerçants sont remis par eux aux autorités compétentes en même temps que les déclarations mensuelles de stocks.

Ces tickets doivent être collés par catégories sur des feuilles de papier. Pour faciliter le contrôle chaque feuille doit comporter 100 tickets au maximum.

Tout ticket non remis dans les délais ne peut servir à la justification des stocks, ni donner lieu à remplacement de marchandises.

a) DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARTES INDIVIDUELLES

Disposition particulière à chaque produit

ART. 19. — Pour les titulaires de cartes individuelles, les rations sont, pour toutes les colonies et territoires du Haut-Commissariat de l'Afrique française, fixées ainsi qu'il suit :

1° — PAIN :

Pour les enfants jusqu'à 1 an : pas de ration ;

Pour les enfants de 1 à 13 ans : 250 grammes par jour ;

Pour les enfants de plus de 13 ans jusqu'à 20 ans : 350 grammes par jour ;

Pour les adultes à partir de 20 ans : 250 grammes par jour ;

Pour les femmes enceintes, pour les femmes nourrices et les travailleurs de force : 400 grammes par jour.

2° — FARINE :

Par personne et par mois : 500 grammes.

Toutefois, les titulaires de cartes individuelles résidant en dehors des centres pourvus d'une boulangerie

ou effectuant des tournées en brousse pourront obtenir de la farine en échange des rations de pain pour le poids indiqué au paragraphe 1° ci-dessus diminué de 10%.

3° — SUCRE :

Par personne et par mois : 750 grammes.

4° — VIN :

Pour les travailleurs de force : 1 litre par jour ;

Pour les hommes (au-dessus de 13 ans) : 0 l. 50 par jour ;

Pour les femmes (au-dessus de 13 ans) : 0 l. 30 par jour ;

Pour les enfants de 7 à 13 ans : 0 l. 20 par jour.

5° — SAVON :

Par personne et par mois : 1 kg. 500.

ART. 20. — Les gouverneurs fixeront par arrêté, compte tenu des ressources et stocks locaux, les taux des rations mensuelles de riz et de bougies. En aucun cas, la ration mensuelle de riz ne pourra être supérieure à 1 kilogramme par carte individuelle.

Dispositions spéciales pour les laits et farines lactées

ART. 21. — Les feuilles de tickets pour le lait conservé ou la farine lactée ne sont délivrées que sur présentation des pièces justificatives suivantes : livret de famille, ou extrait de naissance, certificat de vie et de présence à la colonie pour les enfants de 1 à 7 ans, certificats médicaux pour les malades, pour les nourrissons et pour les enfants de plus de 7 ans.

ART. 22. — Le gouverneur général, haut-commissaire pourra accorder des autorisations exceptionnelles de vente des stocks menacés de détérioration.

L'état du stock sera déterminé par un rapport du chef du service des fraudes ou, à défaut de tout autre agent désigné par le gouverneur, chef de territoire.

ART. 23. — Le lait concentré sucré est en principe réservé aux nourrissons jusqu'à 12 mois inclusivement.

Le lait concentré non sucré et le lait stérilisé sont réservés, à défaut de lait frais local aux enfants jusqu'à 7 ans et aux malades. La farine lactée est délivrée sur prescription médicale.

ART. 24. — Les certificats médicaux établis en application des dispositions de l'article 24 devront être déposés au service des cartes.

Ils sont libellés de la façon suivante :

a) Pour les enfants au-dessus de 7 ans et les malades :

1° — Age ;

2° — Diagnostic détaillé justifiant la prescription du lait ;

3° — Quantité de lait prescrite ;

4° — Durée de la prescription (15 jours au maximum pour les affections aiguës, 1 mois pour les chroniques).

b) Pour les nourrissons jusqu'à 1 an :

- 1^o — Age;
- 2^o — Allaitement mixte ou allaitement artificiel complet;
- 3^o — Quantité de lait prescrite;
- 4^o — Durée de la prescription (1 mois).

ART. 25. — Ces certificats seront délivrés ou visés par les médecins fonctionnaires ou militaires habilités à cet effet par les gouverneurs ou chefs de territoire.

Les quantités allouées aux enfants seront fixées suivant les chiffres maximums du barème ci-après :

a) Nourrissons : lait concentré sucré :

| | |
|--|--------------------|
| 1 ^{er} et 2 ^e mois | 12 boîtes par mois |
| 3 ^e et 4 ^e mois | 15 boîtes par mois |
| 5 ^e à 7 ^e mois | 19 boîtes par mois |
| 8 ^e à 12 ^e mois | 20 boîtes par mois |

b) Enfants au-dessus d'un an :

Lait stérilisé :

| | |
|---------------------------|--------------------|
| 12 à 15 mois | 22 boîtes par mois |
| 15 à 18 mois | 16 boîtes par mois |
| 18 mois à 2 ans | 12 boîtes par mois |
| 2 ans à 3 ans | 10 boîtes par mois |
| 3 ans à 5 ans | 8 boîtes par mois |
| 5 ans à 7 ans | 6 boîtes par mois |

Lait concentré non sucré :

| | |
|---------------------------|--------------------|
| 12 à 15 mois | 11 boîtes par mois |
| 15 à 18 mois | 8 boîtes par mois |
| 18 mois à 2 ans | 6 boîtes par mois |
| 2 ans à 3 ans | 5 boîtes par mois |
| 3 ans à 5 ans | 4 boîtes par mois |
| 5 ans à 7 ans | 3 boîtes par mois |

Dispositions particulières aux cartes individuelles pour travailleurs de force

ART. 26. — La carte de travailleurs de force donnant droit à la ration forte de pain et de vin n'est accordée qu'aux personnes se livrant à des travaux manuels pénibles.

La liste de métiers et travaux donnant droit à cette carte sera fixée et complétée par décision du gouverneur général.

Les autorités locales pourront accorder à titre provisoire des cartes de ce type à des travailleurs n'exerçant pas un métier déjà classé.

Pour permettre de réaliser l'unité de réglementation elles rendront compte des métiers ainsi admis.

Individuellement, les intéressés devront justifier, par un certificat de leur employeur, appartenir à une des catégories pouvant bénéficier de la carte de travailleur de force.

b) DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARTES FAMILIALES

ART. 27. — Le montant des rations à accorder aux titulaires de cartes familiales est fixé dans chaque

colonie ou territoire du Haut-Commissariat par arrêté du gouverneur chef de colonie ou territoire.

Toutefois, et sauf pour le riz, le taux des rations ne peut en aucun cas être supérieur à celui qui résulte des dispositions des articles 19 et suivants.

Les titulaires de cartes familiales ne reçoivent pas de ration de vin.

Pour le riz, les semoules, le maïs en graines ou en farine, le mil, les biscuits et autres produits destinés plus spécialement à la nourriture des autochtones les gouverneurs ou chefs de territoire fixent par arrêté local le taux des rations et les conditions de rationnement.

B. — RATIONNEMENT DANS LES LOCALITÉS AUTRES QUE COMMUNES, COMMUNES-MIXTES OU CENTRES DÉSIGNÉS PAR ARRÊTÉ DES GOUVERNEURS

ART. 28. — Pour toutes les personnes non titulaires d'une carte individuelle ou familiale, la délivrance des marchandises rationnées peut être subordonnée à la présentation de bons d'achat délivrés mensuellement par le commandant de cercle ou de subdivision dans la limite de contingent fixé périodiquement par le gouverneur chef de secteur.

Le montant de ces contingents ne peut en aucun cas dépasser le chiffre de la consommation actuelle.

Les bons d'achat peuvent être collectifs ou individuels.

Les bons d'achat collectif sont délivrés aux chefs de communautés indigènes à charge par eux d'assurer la répartition des denrées entre leurs administrés.

Sur les bases indiquées ci-dessus des arrêtés locaux fixent les modalités de répartition dans chaque colonie ou territoire du Haut-Commissariat.

ART. 29. — Les commandants de cercle ou de subdivision remettent aux personnes non titulaires de carte de consommation et partant en voyage des bons, dits de déplacement, conformes au modèle joint, détachés d'un registre à souche, valables pour la durée du voyage et au maximum pour un mois.

Ces bons de déplacement sont utilisables dans tous les territoires du Haut-Commissariat.

Les commandants de cercle déduisent automatiquement du contingent qui leur est alloué pour un mois le total, pour chaque produit des bons de déplacement délivrés au cours du mois précédent.

A leur expiration ces bons peuvent être renouvelés pour une période de 15 jours par l'autorité locale du lieu où se trouvent leurs titulaires.

Satisfaction des besoins collectifs

ART. 30. — Pour la satisfaction des besoins collectifs, l'achat des marchandises rationnées est subordonné à la présentation de bons spéciaux délivrés par les autorités locales compétentes.

Le montant de ces bons spéciaux ne peut en aucun cas être supérieur au montant des tickets remis, pour chaque produit, par les intéressés, pour justifier de la consommation du mois antérieur.

Pour les hôpitaux, infirmeries, maternités et établissements similaires les bons sont délivrés sur demande du chef de l'établissement.

Celui-ci joint à l'appui de sa demande, les tickets recueillis au cours du mois écoulé.

Produits contingentés mais non rationnés

ART. 31. — Les marchandises énumérées ci-dessous ne sont pas rationnées et peuvent de ce fait être délivrées sans tickets; leur consommation est cependant contingentée et limitée aux seules ressources du moment :

- Viandes salées ou préparées, d'importation (charcuterie, jambon, lard, etc...);
- Conserves de viandes et de poissons d'importation;
- Pâtes alimentaires d'importation;
- Pommes de terre d'importation;
- Légumes secs d'importation;
- Légumes frais d'importation;
- Fromage d'importation;
- Légumes conservés d'importation.

ART. 32. — L'importation et la répartition de ces marchandises, soumises au contrôle des stocks, donnent lieu aux formalités suivantes :

1^o — Le contingent global est réparti entre les colonies par le Gouvernement général (direction des services économiques) avis pris du délégué général du groupement professionnel du commerce;

2^o — Le contingent de chaque colonie est réparti entre les distributeurs par le gouverneur, chef du secteur de répartition, avis pris du délégué permanent du groupement professionnel du commerce.

ART. 33. — Ces répartitions s'effectuent sur document et sont communiquées au service des douanes du lieu d'importation qui débloquent les marchandises sur justification de l'expédition pour les colonies et les localités prescrites.

ART. 34. — Sauf pour les envois n'ayant pas un caractère commercial les céréales réservées à l'alimentation des autochtones et provenant d'un territoire de la fédération autre que celui où elles sont utilisées ne peuvent être mises à la consommation qu'après prise en charge par le service des stocks.

Dispositions particulières

ART. 35. — Afin d'éviter les « files d'attente » et assurer une répartition équitable des marchandises rationnées ou contingentées, les gouverneurs chefs de secteur peuvent décider par arrêté l'inscription obligatoire des consommateurs dans un magasin de leur choix.

Chaque directeur, agent, agent général doit fournir aux commandants de cercle, administrateurs-maires ou maires la liste nominative des clients inscrits dans chacun de ses magasins.

Lorsque pour un produit contingenté à l'importation, l'inscription est rendue obligatoire, les importateurs en gros sont tenus de répartir les quantités reçues

entre les détaillants au prorata du nombre de consommateurs inscrits chez chacun d'eux.

Pâtisserie — Gâteaux et confiserie

ART. 36. — L'exposition et la vente des gâteaux, biscuits, pâtes en croûte, pâtisseries diverses européennes et indigènes et la consommation des mêmes produits dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements ouverts au public sont interdites au moins trois jours par semaine.

La vente de la confiserie est interdite les mêmes jours.

Des arrêtés locaux fixeront les conditions d'application de cette interdiction.

Consommation de la viande

ART. 37. — L'exposition, la vente ou la mise en vente de la viande fraîche, réfrigérée, congelée, salée, préparée ou en conserve est interdite au moins deux jours consécutifs de chaque semaine.

ART. 38. — Il est également interdit de faire figurer les mêmes jours la viande ou les plats en contenant sous quelque forme et dans quelque proportion que ce soit dans les établissements ouverts au public, notamment les hôtels, pensions, restaurants, buffets, wagons-restaurants, cercles, cafés, cafés-brasseries, cantines, buvettes, bars, maisons de thé.

ART. 39. — Sont considérées comme viande pour l'application des articles précédents, les viandes de bœuf, de veau, de mouton, de chèvre, de cheval, de porc.

ART. 40. — Les boucheries, les charcuteries et les rayons de tous les établissements où il est vendu des viandes fraîches, réfrigérées, salées, congelées, préparées ou en conserve, seront fermés pendant la même période ainsi que les pavillons de détail et places des halles, foires et marchés où la viande est débitée.

ART. 41. — Les dérogations aux dispositions de l'article 37 pourront être accordées par les gouverneurs ou chefs de territoire pour le ravitaillement des troupes et des navires.

ART. 42. — Des arrêtés locaux fixeront les modalités d'application des mesures prescrites aux articles 37 à 41 ci-dessus.

TITRE IV

Pénalités

ART. 43. — Les infractions au présent arrêté sont passibles, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des peines prévues à l'article 6 de la loi du 11 juillet 1938 en ce qui concerne la déclaration des stocks et pour le reste des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 44. — Les gouverneurs des colonies, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 7 août 1942.

P. BOISSON.

ANNEXE I. — TABLEAU A

| | UNITÉS | STOCKS à la FIN DU MOIS précédent | SORTIES effectuées pendant le mois sauf les transferts | TRANSFERTS AUTORISÉS (sorties) | ACCROISSEMENTS ACHATS, IMPORTATIONS, sauf les transferts | TRANSFERTS AUTORISÉS (entrées) | STOCK ACTUEL | OBSERVATIONS |
|--|-------------------|--|--|--------------------------------------|--|--------------------------------------|-----------------|--------------|
| Viandes salées ou préparées, d'importation (charcuterie, lard, etc.) | Unité et poids | | | | | | | |
| Conserves de viandes | Unités et poids | | | | | | | |
| Conserves de poissons | Demi-brut | | | | | | | |
| Farine de blé | Brut | | | | | | | |
| Farine de maïs | Brut | | | | | | | |
| Pâtes alimentaires | Demi-brut | | | | | | | |
| Pommes de terre | Brut | | | | | | | |
| Légumes secs d'importation | Brut | | | | | | | |
| Sucres | Net | | | | | | | |
| Vins ordinaires | Litres | | | | | | | |
| Conserves de lait concentré sucré | Demi-brut | | | | | | | |
| Conserves de lait concentré non sucré | Demi-brut | | | | | | | |
| Conserves de lait stérilisé | Demi-brut | | | | | | | |
| Farine lactée | Demi-brut | | | | | | | |
| Fromage d'importation | Net ou demi-brut | | | | | | | |
| Bières d'importation | Litres | | | | | | | |
| Légumes conservés | Demi-brut | | | | | | | |
| Tomates conservées | Demi-brut | | | | | | | |
| Riz | Brut et net | | | | | | | |
| Maïs | Brut et net | | | | | | | |
| Mil | Brut et net | | | | | | | |
| Semoules d'orge, de blé ou de maïs | Brut et net | | | | | | | |
| Savon | Net | | | | | | | |
| Thé | Demi-brut et net | | | | | | | |
| Bougies | Brut et net | | | | | | | |
| Beurre | Demi-brut et net | | | | | | | |
| Allumettes | Nombre paquets | | | | | | | |
| Huile arachide alimentaire | Poids net et brut | | | | | | | |
| Huile arachide carburant | — | | | | | | | |

ANNEXE I. — TABLEAU B.

JUSTIFICATIONS DES ACCROISSEMENTS

(Indiquer le détail des achats avec adresse du fournisseur, des importations directes, des fabrications....., des transferts autorisés).

ANNEXE I. — TABLEAU C.

JUSTIFICATIONS DES VENTES

(Les tickets doivent être collés par feuille de 100. Les bons d'achat sont à joindre en paquets séparés en indiquant seulement leur nombre).

E Enfant de moins de un an.
J1 Enfant de 1 an à 7 ans.
J2 Enfant de 7 ans 1 jour à 13 ans.
J3 Enfant de 13 ans 1 jour à 20 ans.
A Adultes (personnes de plus de 20 ans).
T Travailleurs de force.

| | | | | | | | | | |
|--|--|----------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| FEUILLE D'E COUPONS ANNÉE 194 | | Mai 43 1 A | Avril 43 1 A | Mars 43 1 A | Févr. 43 1 A | Janv. 43 1 A | Déc. 42 1 A | Nov. 42 1 A | Oct. 42 1 A |
| | | Mai 43 2 A | Avril 43 2 A | Mars 43 2 A | Févr. 43 2 A | Janv. 43 2 A | Déc. 42 2 A | Nov. 42 2 A | Oct. 42 2 A |
| N°..... | | Mai 43 3 A | Avril 43 3 A | Mars 43 3 A | Févr. 43 3 A | Janv. 43 3 A | Déc. 42 3 A | Nov. 42 3 A | Oct. 42 3 A |
| (Cachet) | | Mai 43 4 A | Avril 43 4 A | Mars 43 4 A | Févr. 43 4 A | Janv. 43 4 A | Déc. 42 4 A | Nov. 42 4 A | Oct. 42 4 A |
| | | Mai 43 5 A | Avril 43 5 A | Mars 43 5 A | Févr. 43 5 A | Janv. 43 5 A | Déc. 42 5 A | Nov. 42 5 A | Oct. 42 5 A |
| | | Mai 43 6 A | Avril 43 6 A | Mars 43 6 A | Févr. 43 6 A | Janv. 43 6 A | Déc. 42 6 A | Nov. 42 6 A | Oct. 42 6 A |
| <div> COUPON D'ÉCHANGE A MAI </div> | | Mai 43 7 A | Avril 43 7 A | Mars 43 7 A | Févr. 43 7 A | Janv. 43 7 A | Déc. 42 7 A | Nov. 42 7 A | Oct. 42 7 A |
| | | Mai 43 8 A | Avril 43 8 A | Mars 43 8 A | Févr. 43 8 A | Janv. 43 8 A | Déc. 42 8 A | Nov. 42 8 A | Oct. 42 8 A |

[illegible][illegible]

[illegible]

[illegible][illegible]

| VIN | | Octobre 1942 | | | | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| CARTE D'ALIMENTATION N° - T - (Cachet) | | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN |
| | | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN |
| | | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN |
| | | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN |
| | | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN |
| | | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN |
| OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN | OCT. 42 01.50 VIN |

| MATIERES DIVERSES | | OCT. 42 NOV. 42 | | OCT. 42 NOV. 42 | | OCT. 42 NOV. 42 | | OCT. 42 NOV. 42 | | OCT. 42 NOV. 42 | | OCT. 42 NOV. 42 | |
|---|--|--------------------|----------|--------------------|----------|--------------------|----------|--------------------|----------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|
| CARTE D'ALIMENTATION N° J₁ - J₂ - J₃ A - T - E (Cachet) | | CD | CD | CD | CD | AB | AB | AB | AB | AB | AB | AB | AB |
| | | CD | CD | CD | CD | AB | AB | AB | AB | AB | AB | AB | AB |
| | | CD | CD | CD | CD | AB | AB | AB | AB | AB | AB | AB | AB |
| | | CD | CD | CD | CD | AB | AB | AB | AB | AB | AB | AB | AB |
| | | SAVON | | | | FARINE | | | | FARINE | | | |
| | | MAI 43 | AVRIL 43 | MAI 43 | AVRIL 43 | MAI 43 | AVRIL 43 | MAI 43 | AVRIL 43 | MAI 43 | AVRIL 43 | MAI 43 | AVRIL 43 |
| | | GH | GH | GH | GH | EF | EF | Riz | Riz | 750 gr. SUCRE | 750 gr. SUCRE | 750 gr. SUCRE | 750 gr. SUCRE |
| | | MARS 43 | FEV. 43 | MARS 43 | FEV. 43 | MARS 43 | FEV. 43 | MARS 43 | FEV. 43 | MARS 43 | FEV. 43 | MARS 43 | FEV. 43 |
| | | GH | GH | GH | GH | EF | EF | Riz | Riz | 750 gr. SUCRE | 750 gr. SUCRE | 750 gr. SUCRE | 750 gr. SUCRE |
| | | JANV. 43 | DEC. 42 | JANV. 43 | DEC. 42 | JANV. 43 | DEC. 42 | JANV. 43 | DEC. 42 | JANV. 43 | DEC. 42 | JANV. 43 | DEC. 42 |
| | | GH | GH | GH | GH | EF | EF | Riz | Riz | 750 gr. SUCRE | 750 gr. SUCRE | 750 gr. SUCRE | 750 gr. SUCRE |
| | | NOV. 42 | OCT. 42 | NOV. 42 | OCT. 42 | NOV. 42 | OCT. 42 | NOV. 42 | OCT. 42 | NOV. 42 | OCT. 42 | NOV. 42 | OCT. 42 |
| | | GH | GH | GH | GH | EF | EF | Riz | Riz | 750 gr. SUCRE | 750 gr. SUCRE | 750 gr. SUCRE | 750 gr. SUCRE |

TAUX DES RATIONS

HAUT COMMISSARIAT DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

COMPOSITION

de la Famille du Titulaire

Parents, enfants et orphelins à charge n'ayant pas l'âge de payer l'impôt

[illegible]

Nos DES COUPONS A UTILISER
MOIS

[illegible]

CARNET DE CONSOMMATION
CARTE FAMILIALE

No. _____

Titulaire _____

Domicile

Profession

| | |
|--------------------------------|-------|
| Nombre de rations de | Riz |
| | Sucre |
| | Savon |

| | |
|-------------------------------|-----|
| Nombre de ration de vin . . . | H : |
| | F : |
| | E : |

....., le 194

[illegible]

Numéro du carnet

COLONIE

R



CARTE familiale

| | | | | | | | | | |
|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
| 1 Ration R 153 | 1 Ration R 145 | 1 Ration R 137 | 1 Ration R 129 | 1 Ration R 121 | 1 Ration R 113 | 1 Ration R 105 | 1 Ration R 97 | 1 Ration R 89 | 1 Ration R 81 |
| 1 Ration R 154 | 1 Ration R 146 | 1 Ration R 138 | 1 Ration R 130 | 1 Ration R 122 | 1 Ration R 114 | 1 Ration R 106 | 1 Ration R 98 | 1 Ration R 90 | 1 Ration R 82 |
| 1 Ration R 155 | 1 Ration R 147 | 1 Ration R 139 | 1 Ration R 131 | 1 Ration R 123 | 1 Ration R 115 | 1 Ration R 107 | 1 Ration R 99 | 1 Ration R 91 | 1 Ration R 83 |
| 1 Ration R 156 | 1 Ration R 148 | 1 Ration R 140 | 1 Ration R 132 | 1 Ration R 124 | 1 Ration R 116 | 1 Ration R 108 | 1 Ration R 100 | 1 Ration R 92 | 1 Ration R 84 |
| 1 Ration R 157 | 1 Ration R 149 | 1 Ration R 141 | 1 Ration R 133 | 1 Ration R 125 | 1 Ration R 117 | 1 Ration R 109 | 1 Ration R 101 | 1 Ration R 93 | 1 Ration R 85 |
| 1 Ration R 158 | 1 Ration R 150 | 1 Ration R 142 | 1 Ration R 134 | 1 Ration R 126 | 1 Ration R 118 | 1 Ration R 110 | 1 Ration R 102 | 1 Ration R 94 | 1 Ration R 86 |
| 1 Ration R 159 | 1 Ration R 151 | 1 Ration R 143 | 1 Ration R 135 | 1 Ration R 127 | 1 Ration R 119 | 1 Ration R 111 | 1 Ration R 103 | 1 Ration R 95 | 1 Ration R 87 |
| 1 Ration R 160 | 1 Ration R 152 | 1 Ration R 144 | 1 Ration R 136 | 1 Ration R 128 | 1 Ration R 120 | 1 Ration R 112 | 1 Ration R 104 | 1 Ration R 96 | 1 Ration R 88 |

Inspection médicale des écoles

ARRETE N° 3521 s. s. m. du 7 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, ensemble tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 14 avril 1904, relatif à la protection de la santé publique en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 27 août 1913, transformant l'inspection des services sanitaires civils de l'Afrique occidentale française, en inspection générale des services sanitaires et médicaux;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les accessoires du personnel des services coloniaux et locaux et les actes modificatifs subséquents, notamment les décrets du 11 octobre 1934, fixant les conditions d'attribution des accessoires de solde du personnel colonial (11 juillet 1936) et textes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les déplacements et passages des officiers, fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et locaux et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 20 avril 1926, portant règlement sur le régime des déplacements du personnel en service en Afrique occidentale française;

Vu la circulaire ministérielle (colonies) n° 5155 2/1 du 20 juin 1934, relative à l'imputation de la solde des militaires hors-cadres aux colonies, modifiée par circulaire n° 9529 2/1 du 1^{er} décembre 1934 et 9566 2/1 du 30 décembre 1937;

Vu l'instruction n° 500 c. m. du 15 mars 1938 réglementant le personnel militaire hors-cadres en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté n° 2946 du 22 août 1942, créant et organisant la direction générale de l'instruction publique, de l'éducation générale et des sports;

Vu l'arrêté n° 2950 du 24 août 1942, organisant le service de l'éducation générale et du sport scolaire et universitaire;

Vu l'arrêté n° 2951 du 24 août 1942, fixant la charte sportive de l'Afrique occidentale française et du Togo;

Vu l'arrêté du 29 décembre 1937 fixant les tarifs et le mode de rétributions d'indemnités et ses annexes;

Vu la lettre-avion n° 10306 du 12 décembre 1941 du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française;

Vu la D. M. (avion) n° 845 r. p. du 30 janvier 1942 du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu la D. M. (avion) n° 2442 1/p. s. s. du 16 juin 1942 du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu la circulaire n° 644 c. du 18 juillet 1942;

Sur la proposition de l'inspecteur général des services sanitaires et médicaux de l'Afrique occidentale française;

Après avis du directeur général de l'instruction publique, de l'éducation générale et des sports, et de l'inspecteur général des colonies, directeur général des finances et du directeur général des affaires politiques, administratives et sociales;

ARRETE :

TITRE PREMIER

Création et attributions

ARTICLE PREMIER. — Il est créé en Afrique occidentale française et au Togo un service général de l'inspection médicale des écoles. Ce service relève directement du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française; il est placé sous l'autorité technique de l'inspecteur général des services sanitaires et médicaux.

ART. 2. — Le service général de l'inspection médicale des écoles exerce son action sur toutes les questions relatives à la santé des maîtres et des élèves, à l'aménagement des bâtiments scolaires, au développement de l'organisme des écoliers, à l'alimentation

dans les établissements scolaires, à l'enseignement pratique des règles de l'hygiène. Ses enquêtes pourront se poursuivre jusque dans le milieu familial.

ART. 3. — Le service général de l'inspection médicale des écoles étend son action à tous les établissements d'enseignement tant scolaires que techniques ou professionnels, publics ou privés de l'Afrique occidentale française et du Togo.

TITRE II

Organisation générale

ART. 4. — Le service général de l'inspection médicale des écoles est dirigé par un médecin commandant ou lieutenant-colonel des troupes coloniales désigné par le gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française sur la proposition de l'inspecteur général des services sanitaires et médicaux.

ART. 5. — Le siège du service général de l'inspection médicale des écoles de l'Afrique occidentale française et du Togo est à Dakar.

ART. 6. — Le chef du service général de l'inspection médicale des écoles donne toutes les directives utiles pour le fonctionnement de son service et s'assure de l'exécution des instructions prescrites par le gouverneur général, haut-commissaire. Il peut être chargé, sur la proposition de l'inspecteur général des services sanitaires et médicaux, et après accord avec le directeur général de l'instruction publique, de l'éducation générale et des sports, d'effectuer toutes missions de contrôle relatives à l'exécution de son service dans les écoles de la fédération et du Togo. Ses frais de déplacement et les moyens de transport seront à la charge du budget général.

Les rapports de fin de mission seront établis en 3 exemplaires et adressés au gouverneur général (inspection générale des services sanitaires et médicaux), au directeur général de l'instruction publique, de l'éducation générale et des sports et au gouverneur de la colonie intéressée.

ART. 7. — Afin de réaliser la plus grande collaboration et l'union la plus étroite entre le service général de l'inspection médicale des écoles et la direction générale de l'instruction publique, de l'éducation générale et des sports, il est créé à Dakar une commission consultative qui siégera sous la présidence du directeur général de l'instruction publique, de l'éducation générale et des sports. Cette commission comprendra :

Président :

Le directeur général de l'instruction publique, de l'éducation générale et des sports;

Membres :

Le chef du service général de l'inspection médicale des écoles;

Un représentant du directeur général des finances;
Un représentant de l'inspecteur général des services sanitaires et médicaux;

Un représentant du directeur général des affaires politiques, administratives et sociales;

Un représentant des établissements scolaires privés;
Un représentant du service de l'éducation générale et des sports.

Les membres de la commission seront désignés par le gouverneur général sur la proposition du directeur général de l'instruction publique, de l'éducation générale et des sports.

La commission consultative se réunira obligatoirement deux fois par an à la fin de l'année scolaire et avant la rentrée des classes aux dates qui seront fixées par le président. La commission pourra en outre être réunie toutes les fois que le gouverneur général, haut-commissaire estimera utile d'avoir son avis.

Cette commission sera chargée d'établir le programme de l'inspection médicale des écoles au cours de l'année scolaire à venir et de faire concorder toutes les modalités de l'exécution de ce programme sans gêner l'exécution pédagogique de l'enseignement.

D'étudier les résultats obtenus et, le cas échéant de proposer toutes modifications que les membres de la commission jugeront utile d'apporter au programme de l'inspection médicale des écoles pour améliorer le rendement du service.

ART. 8. — Le médecin-chef du service général de l'inspection médicale des écoles devra rédiger à la fin de chaque année scolaire un rapport qui sera la synthèse de l'activité du service dans toutes les colonies du groupe et au Togo.

Ce rapport annuel sera établi en triple expédition, l'une adressée au gouverneur général, haut-commissaire (inspection générale des services sanitaires et médicaux), l'autre au directeur général de l'instruction publique, de l'éducation générale et des sports, la troisième, sous couvert de l'autorité administrative aux gouverneurs des colonies de la fédération et du Togo. Il devra être déposé suffisamment à temps pour que le président de la commission prévue à l'article 7 du présent arrêté puisse en avoir connaissance avant la réunion de la commission qui précède l'ouverture de l'année scolaire.

TITRE III

Fonctionnement du service — Personnel

ART. 9. — Le personnel technique et administratif, le matériel, mobilier, locaux, moyens de transport de la chefferie sont à la charge du budget général, chapitre inspection générale des services sanitaires et médicaux.

Le médecin-chef et le personnel technique auront droit au logement et à l'ameublement dans les conditions prévues par les arrêtés en vigueur.

ART. 10. — Il sera créé au chef-lieu de chaque colonie, au Togo et dans la circonscription de Dakar et dépendances un service de l'inspection médicale des écoles à intégrer au service d'hygiène. Ce service sera placé sous la haute autorité administrative du gouverneur et sous le contrôle technique du chef du service de santé.

ART. 11. — Un médecin du corps de santé colonial désigné par le gouverneur général, haut-commissaire, sur la proposition de l'inspecteur général des services sanitaires et médicaux assurera, conjointement avec ses fonctions de médecin du service d'hygiène, la direction de l'inspection médicale des écoles avec le titre de médecin-contrôleur des écoles.

Il sera le délégué du chef du service générale de l'inspection médicale des écoles et centralisera à ce titre, sous l'autorité technique du chef du service de santé, les rapports et les observations des médecins de cercles, concernant le service médical des écoles. Il adressera toutes instructions utiles et rédigera un rapport annuel établi en 2 exemplaires qui seront adressés l'un au gouverneur ou chef du territoire intéressé, sous couvert du chef du service de santé local,

l'autre au gouverneur général, haut-commissaire (service général de l'inspection médicale des écoles), sous couvert du gouverneur ou chef du territoire.

ART. 12. — Dans la circonscription de Dakar et dépendances ainsi que dans les centres où la population scolaire dépassera 6.000 élèves, il sera désigné un deuxième médecin-contrôleur. L'un deux pourra être une doctoresse engagée spécialement qui s'occupe en premier lieu de la population scolaire féminine, et le cas échéant, de la fraction la plus jeune de l'effectif scolaire.

ART. 13. — Le fonctionnement de ces organismes aura lieu au compte du budget général dans les conditions prévues à l'article 9 et sera mis en application par un arrêté du gouverneur général, haut-commissaire, pris en conseil du gouvernement.

ART. 14. — Dans les chefs-lieux de cercles, de subdivisions, dans les localités importantes dotées d'une école, les médecins locaux, médecins européens ou médecins auxiliaires indigènes, désignés par le chef du service de santé de la colonie, exerceront les fonctions de médecins-contrôleurs suivant les directives qui seront données en annexe au présent arrêté par une instruction spéciale du service général de l'inspection médicale des écoles soumise au visa du service de l'enseignement et diffusée par ses soins.

ART. 15. — D'une façon générale le service de l'inspection générale des écoles : personnel, bâtiment, matériel et frais de bureau est à la charge du budget général.

Au Togo et dans les localités de l'Afrique occidentale française comptant moins de 10.000 habitants, il sera cependant laissé à la charge des budgets locaux.

Des textes ultérieurs fixeront les indemnités auxquelles pourront prétendre les médecins-contrôleurs des chefs-lieux et de cercles, à la charge des budgets employeurs.

TITRE IV

Contrôle de l'éducation physique dans les écoles

ART. 16. — En attendant les textes qui doivent régler les conditions du contrôle médical des éducations physique et sportive dans les écoles, le chef du service général de l'inspection médicale des écoles et les médecins-contrôleurs des colonies et du Togo exerceront ce contrôle. Les moniteurs sont à leur disposition pour l'exécution de ce contrôle médical.

ART. 17. — Ils accorderont les dispenses d'éducation physique et se prononceront sur le genre d'activités physiques à permettre à certains élèves. Ils pourront suggérer au service de l'enseignement la façon la plus opportune de régler l'horaire, la durée des séances d'éducation physique compte tenu des programmes de l'enseignement et des conditions climatiques locales.

ART. 18. — Les médecins-contrôleurs des écoles sont seuls habilités à autoriser à titre révocable les élèves âgés de plus de 16 et de moins de 18 ans à participer exceptionnellement à des compétitions de sport non scolaire. Ces compétitions sont interdites aux élèves de moins de 16 ans. Les élèves de plus de 18 ans peuvent recevoir des services des sports une licence scolaire spéciale, conforme à la législation du sport scolaire et à la charte sportive.

ART. 19. — Les gouverneurs des colonies de l'Afrique occidentale française, le commissaire de France au Togo, l'administrateur de la circonscription de

Dakar et dépendances, le directeur général de l'instruction publique, de l'éducation générale et des sports, l'inspecteur général des services sanitaires et médicaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 7 octobre 1942.

P. BOISSON.

Exportation des produits

ARRETE N° 3616 s. E. du 12 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, modifiée par le décret du 12 janvier 1942;

Vu le décret du 5 décembre 1939 portant délégation de pouvoirs aux chefs de colonies pour réglementer l'exportation des produits coloniaux;

Vu la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies et les actes subséquents qui l'ont complétée, notamment l'arrêté ministériel du 8 avril 1941 fixant l'organisation et le fonctionnement des groupements professionnels coloniaux;

Vu le règlement intérieur du groupement professionnel du commerce colonial;

Vu les décisions nos 1839 et 1850 du 25 mai 1942 nommant les commissaires du gouvernement auprès des délégués permanents des groupements professionnels du commerce colonial et des productions agricoles et forestières coloniales;

Vu les arrêtés nos 482 s. E./C. et 1285 s. E./C. des 4 février et 3 avril 1942 réglementant l'exportation de certains produits;

Vu le décret du 10 novembre 1940 investissant la commission permanente des attributions du conseil de gouvernement prévues à l'article 7 du décret du 4 décembre 1920;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés les arrêtés 482 s. E./C. et 1285 s. E./C. des 4 février et 3 avril 1942 réglementant l'exportation de certains produits.

ART. 2. — Les demandes d'autorisation de sortie (formule 01) formulées conformément aux dispositions de l'arrêté général n° 709 s. E. du 23 février 1942, doivent, avant d'être transmises pour décision aux autorités administratives, être soumises au visa :

a) *Commerçants*, du président de la sous-section du G. P. C. C. à laquelle sont rattachés les produits à exporter;

b) *Planteurs et producteurs exportant eux-mêmes*, du président de la sous-section du groupement de la production agricole et forestière à laquelle ils appartiennent.

ART. 3. — Par le visa qu'il appose, le président de la sous-section fait connaître si l'exportateur, commerçant ou planteur, est ou non en règle, au point de vue professionnel, avec le groupement dont il dépend.

ART. 4. — N'ont pas à être soumises au visa du représentant du groupement, les formules 01 concernant :

1° — Les expéditions n'ayant pas un caractère commercial;

2° — Les expéditions faites par les services administratifs ou militaires;

3° — Les expéditions des emballages vides en retour;

4° — Les expéditions de machines et pièces de machines ou autres objets envoyés en réparation;

5° — Les expéditions de petites quantités faites à titre d'échantillons.

ART. 5. — Les gouverneurs des colonies et chefs des territoires et le directeur des services économiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 12 octobre 1942.

P. BOISSON.

Indemnités de perte d'objets recommandés

ARRETE N° 3623 D. T. du 12 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté 4210 T. P. du 3 décembre 1941 portant organisation du service des transmissions de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 21 juillet 1942 relevant les indemnités de perte des objets recommandés des régimes intérieurs, franco-colonial et intercolonial;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les indemnités dues en cas de perte des objets recommandés sont, dans les régimes intérieur, franco-colonial et intercolonial, fixées ainsi qu'il suit :

| | |
|---|----------|
| Lettre, paquets clos, cartes postales, | |
| valeurs à recouvrer | 150 frs. |
| Objets affranchis à prix réduit | 75 frs. |

ART. 2. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 1^{er} septembre 1942, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 12 octobre 1942.

P. BOISSON.

Péréquation des transports

DECISION N° 3633 S. E./P. du 14 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 2928 s. E. du 22 août 1942 instituant une caisse de péréquation des transports, notamment en son article 6;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Feront jusqu'à nouvel ordre l'objet d'opérations par l'intermédiaire de la caisse de péréquation des transports, les produits d'exportation énumérés ci-dessous :

1^o — *Guinée* :

a) Les palmistes en provenance des cercles de Béyla, Kissidougou, Macenta et N'Zérékoré;

b) L'huile de palme en provenance des cercles de Kissidougou et de Macenta.

2^o — *Côte d'Ivoire* :

a) Les amandes de karité, quels que soient les cercles de provenance;

b) Les palmistes, quels que soient les cercles de provenance.

3^o — *Togo* :

a) Les amandes de karité;

b) Les arachides.

4^o — *Dahomey* :

a) Les amandes de karité;

b) Les arachides.

ART. 2. — Les gouverneurs et chefs de territoire intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne et en accord avec les délégués permanents locaux du groupement professionnel du commerce colonial, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Dakar, le 14 octobre 1942.

*Pour le gouverneur général en tournée,
Le gouverneur des colonies, secrétaire général
du gouvernement général p. i. chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

CHAPOULIE.

Péréquation des tissus

ARRETE No 3666 S. E. du 19 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté général no 402/s. E. C. du 4 février 1942, instituant à Dakar, et dans les chefs-lieux des colonies du groupe nommé désignés, une caisse de péréquation et de compensation pour certaines marchandises importées en A. O. F.;

Vu l'arrêté 269 S. E. du 22 janvier, modifié par l'arrêté 1986 du 3 juin 1942 fixant le régime des ventes des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique;

Vu l'article 3 de l'arrêté du 3 mars 1920 envisageant la promulgation des actes par la voie hâtée;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix de vente des tissus ou mouchoirs en stocks au 1^{er} novembre 1942 et figurant dans l'une des catégories indiquées ci-dessous, est majoré de cinq francs par mètre ou par mouchoir. Cette majoration ne s'appliquera qu'à un des stades de la distribution soit au gros, soit au demi-gros, soit au détail.

La différence entre les anciens et les nouveaux prix sera versée aux caisses locales de péréquation, créées par arrêté général du 4 février 1942, dans les conditions indiquées aux articles suivants.

1^o — Percales et shirtings;

2^o — Guinées et similaires;

3^o — Imprimés tous genres (façonnés ou non);

4^o — Mouchoirs de tête;

5^o — Fabriqués partiellement avec des fils teints;

6^o — Broderies, dentelles, gazes, guipures, etc...;

6^o bis — Singalettes;

7^o — Tous tissus de coton pur autres que ceux repris ci-dessus;

9^o — Tissus de soie;

10^o — Tissus de laine pure ou contenant de la laine dans quelque proportion que ce soit;

12^o — Tissus de coton et de rayonne mélangés;

13^o — Tissus de coton et de soie mélangés;

67^o bis — Mouchoirs de tête de toutes sortes confectionnés ou non.

(Les numéros indiqués sont ceux de la nomenclature annexée de l'arrêté du 22 janvier 1942 modifié par l'arrêté du 3 juin 1942).

ART. 2. — Le montant des sommes dues par chaque détenteur de stock sera calculé au vu de la déclaration établie le premier novembre 1942.

Le paiement des sommes exigibles pourra être effectué soit en une seule fois soit mensuellement par quatorzième.

ART. 3. — Le prélèvement effectué au profit de la caisse de péréquation ne rentrera pas en ligne de compte pour le calcul des pourcentages (frais généraux, bénéfices, etc.) retenus pour déterminer le prix de vente en gros, demi-gros et détail.

Il s'ajoutera au prix homologué et devra être indiqué séparément sur les factures.

ART. 4. — Les prix des tissus et mouchoirs, appartenant aux catégories reprises à l'article 1^{er} et importés à partir du 1^{er} novembre 1942, seront majorés dans les mêmes conditions.

Le versement à la caisse de péréquation des sommes lui revenant devra être effectué dans les 30 jours qui suivront le dépôt de la déclaration d'importation.

Le service des douanes enverra au président de la caisse de péréquation un exemplaire de la déclaration d'importation.

Les importateurs devront à cet effet déposer un exemplaire supplémentaire de déclaration d'importation (consommation, entrée en entrepôt).

Les marchandises en transbordement ou en transit seront soumises aux formalités précitées dans le lieu de destination au moment de la déclaration pour la consommation ou l'entrée en entrepôt.

ART. 5. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 19 octobre 1942.

*Pour le gouverneur général en tournée,
Le gouverneur des colonies,
secrétaire général p. i. du gouvernement général
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes,*

CHAPOULIE.

C. F. T.**Horaires des trains**

ARRETE N° 3723 T. P. du 21 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 9 mai 1937 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer en Afrique occidentale française;

Vu l'avis formulé par le conseil d'administration du territoire du Togo dans sa séance du 29 septembre 1942;

Sur la proposition de l'ingénieur général, inspecteur général des travaux publics de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés les horaires des trains de voyageurs sur le réseau des chemins de fer du Togo, joints au présent arrêté.

ART. 2. — Le commissaire de France au Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 21 octobre 1942.

*Pour le gouverneur général en tournée,
Le gouverneur des colonies, secrétaire général p. i.
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes,
CHAPOULIE.*

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Fonds de renouvellement**

N° 208. — Par arrêté du commissaire de France au Togo pris en conseil d'administration en date du 7 avril 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de : *Deux cent douze mille cinq cents francs* sur le compte du fonds spécial — Fonds de renouvellement du budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, afin de permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre XIII de l'exercice 1942.

ART. 2. — Le directeur du réseau des chemins de fer, sous-ordonnateur du budget annexe et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Droits d'enregistrement et de timbre

ARRETE N° 483 Dom. du 1^{er} septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment son article 74;

Vu l'arrêté 318 du 25 juin 1941 portant établissement de l'enregistrement et du timbre au territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le n° 66 du paragraphe 3 du tableau n° 4 de l'arrêté du 25 juin 1941 ainsi conçu :

« 66° — Les billets de banque de la banque de l'Afrique occidentale » est supprimé.

ART. 2. — Il est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 250 bis. — Les droits de timbre à la charge de la banque de l'Afrique occidentale sont perçus par abonnement sur la moyenne des billets au porteur ou à ordre que chacune de ses succursales au territoire, a tenu en circulation pendant le cours de l'année.

Ces droits seront acquittés semestriellement dans les 20 premiers jours des mois de janvier et juillet, au tarif de 0,125 % l'an ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} septembre 1942.

P. SALICETI.

*Approbation ministérielle notifiée par T. O. n° 410 F.
/4 du 2 novembre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française.*

C. F. T.**Tarifs**

ARRETE N° 552 C. F. T. du 29 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 approuvant l'ensemble des tarifs du chemin de fer et tous actes modificatifs à ces textes;

Vu la lettre ministérielle n° 3537 du 26 septembre 1938, homologuant l'ensemble des tarifs du chemin de fer du Togo, édition mise à jour au 1^{er} janvier 1938;

Vu l'arrêté n° 586 du 16 octobre 1941 modifiant les tarifs des chemins de fer du Togo, homologué par télégramme officiel n° 460 du 30 novembre 1941 du haut-commissaire de l'Afrique française à Dakar;

Vu l'arrêté n° 318 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939 portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté n° 7 s. T. du 3 octobre 1939 du haut-commissaire de la République fixant la procédure d'homologation des tarifs du chemin de fer et du wharf du Togo;

La chambre de commerce consultée;

Vu les avis formulés par les membres du conseil économique dans sa séance du 5 septembre 1942;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs et conditions d'application des tarifs en vigueur sur les réseaux des chemins de fer de l'Afrique occidentale française et contenus dans le fascicule 1 annexé au présent arrêté sont rendus applicables au réseau des chemins de fer du Togo sous les réserves suivantes :

PREMIERE PARTIE**GRANDE VITESSE****TITRE II****Tarifs spéciaux de grande vitesse**

1° — *Tarif spécial G. V. 101.* — Sur le réseau du Togo, il peut être délivré des billets aller et retour de 3^e classe au Tarif double de celui appliqué au trajet simple;

2° — *Tarifs spéciaux G. V. 103, 104, 105, 106, 107, 109, 113, 114, 117, 118, 119, 121, 124 et 125;*

Réseaux participants : Togo.

DEUXIEME PARTIE

PETITE VITESSE

TITRE PREMIER

Tarifs généraux de petite vitesse

Art. 32. — *Délais de transport et de livraison.* — Les clauses I, II et III applicables sur le réseau du Togo sont celles en vigueur sur le réseau Conakry-Niger et faisant l'objet du renvoi figurant au fascicule 1. Par voie de conséquence, le barème des délais de la page 58 est à compléter comme suit : réseaux Conakry-Niger-Togo.

TITRE II

Tarifs spéciaux de petite vitesse

a) Tarifs spéciaux P. V. nos 101, 102, 103, 108, 109, 121, 126, 127, 128, 129, 132.

Réseaux participants : Togo.

b) Tarif spécial P. V. 104 : (animaux vivants par wagon complet).

Réseaux participants : Togo.

Barème spécial au réseau du Togo

| PRIX PAR WAGON ET PAR KILOM. | WAGONS DE 7 TONNES | WAGONS DE 10 TONNES |
|--------------------------------|--------------------|---------------------|
| Jusqu'à 200 kilomètres | 2,50 | 3,50 |
| Pour chaque kilomètre en . . . | | |
| Excédent de 200 kilomètres . . | 2,— | 2,50 |

c) Tarif spécial P. V. 105 : (matériaux et pièces de construction...).

Réseaux participants : Togo.

Barème spécial au réseau du Togo

| PRIX PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE | POUR WAGON DE 7 TONNES OU PAYANT POUR CE POIDS | | | |
|-----------------------------------|---|------|------|------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Jusqu'à 200 kilomètres | 0,80 | 1,30 | 1,45 | 1,60 |
| Pour chaque kilomètre en excédent | | | | |
| De 201 à 400 kilomètres | 0,60 | 0,80 | 0,95 | 1,20 |
| Au delà de 400 | 0,40 | 0,60 | 0,80 | 0,95 |

Annexes 3, 4 et 5. — Réseaux participants : Togo.

ART. 2. — Est approuvé dans son ensemble le fascicule 2, spécial au réseau du Togo, annexé au présent arrêté.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} décembre 1942, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 septembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par arrêté général n° 3926 en date du 2 novembre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française.

Cadres locaux indigènes

N° 562 F./Pel. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du 2 octobre 1942, approuvé en conseil d'administration :

L'article 5 de l'arrêté du 24 mars 1934 est ainsi complété :

" 2° — DISPOSITIONS SPÉCIALES

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, seront dispensés de l'examen d'entrée et admis directement au grade de moniteurs auxiliaires de 5^e classe de l'agriculture les candidats ayant subi avec succès les épreuves de l'examen de sortie de l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo (Dahomey).

Toutefois ces candidats effectueront dans le grade de moniteur auxiliaire de 5^e classe un stage d'une durée de deux ans et seront titularisés à la classe immédiatement supérieure.

Les dispositions prévues à l'article 6 (nomination et stage) du présent arrêté qui ne sont pas contraires aux stipulations contenues au présent paragraphe leur seront applicables."

Véhicules automobiles

N° 783 T. P. — Par décision du commissaire de France au Togo en date du :

26 octobre 1942. — Le chef du service des travaux publics et des mines du Togo est désigné en qualité de délégué du commissaire de France pour accorder l'autorisation de vente des véhicules automobiles conformément à l'article 6 de l'arrêté général n° 1983 T. P. du 3 juin 1942.

Maïs

ARRETE N° 605 A. E. du 29 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'État aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./C. 5 en date du 13 juillet 1942 portant délégation des pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au territoire;

Vu l'arrêté n° 466/A. E. du 26 août 1942 portant interdiction de la sortie des produits vivriers de la zone nord du Togo;

Vu l'arrêté n° 521/A. E. du 19 septembre 1942 modifiant l'arrêté n° 466/A. E. du 26 août 1942 portant interdiction de la sortie des produits vivriers de la zone nord du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdite la sortie du maïs de la région du Togo comprise entre la limite nord du territoire et le parallèle d'Anié.

ART. 2. — Est rapporté l'arrêté n° 466/A. E. du 26 août 1942 modifié par l'arrêté n° 521/A. E. du 19 septembre 1942.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des sanctions prévues aux chapitres I et II du titre 3 de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 octobre 1942.

P. SALICETI.

Santé publique

N° 606 s. s. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du 29 octobre 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Le centre de Sokodé est placé sous le régime n° 2.

ART. 2. — Les circonscriptions de Sokodé, Lama-Kara et Atakpamé sont placées sous le régime n° 1.

ART. 3. — Le chef du service de santé et les commandants des cercles de Sokodé et d'Atakpamé sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Commandement indigène

N° 796 A. P. A. — Par décision du commissaire de France au Togo en date du :

30 octobre 1942. — Les dispositions de l'arrêté n° 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo sont rendues applicables, à compter du 1^{er} janvier 1942, dans les cantons ci-après désignés du cercle du centre :

Atakpamé-Niania, Akposso-Sud, Akposso-Nord.

Circulation à l'intérieur du Territoire

ARRETE N° 612 A. P. A. du 31 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Vu l'arrêté n° 118 du 24 mai 1923 déterminant les conditions d'application du décret relatif à l'exercice des pouvoirs disciplinaires des chefs de circonscription et de subdivision et portant énumération des infractions passibles de peines disciplinaires;

Vu l'arrêté n° 42 du 14 janvier 1937 réglementant l'impôt de la population flottante et la délivrance de cartes d'identité et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'article 8 de l'arrêté général du 6 septembre 1941 réglementant la circulation des français et des étrangers à l'intérieur de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant la population flottante toute personne appartenant aux races de l'Afrique Noire et originaire des colonies françaises ou étrangères se déplaçant à l'intérieur du territoire du Togo sera tenue de se munir d'un laissez-passer délivré, après indication des motifs du voyage, par les autorités administratives du lieu d'entrée au Togo (commandant de cercle, chef de subdivision, commissaire de police).

ART. 2. — Sont dispensés du laissez-passer prévu à l'article 1^{er} les enfants de moins de 15 ans lorsqu'ils sont accompagnés.

ART. 3. — Toute personne originaire d'une colonie française ou étrangère arrivant au territoire devra se présenter dans les 24 heures aux autorités administratives du lieu d'entrée qui délivreront, le cas échéant, le laissez-passer prévu à l'article 1^{er}.

Le laissez-passer est valable, sauf autorisation spéciale du chef de circonscription intéressé, pour une

durée de huit jours. Sa validité est, en outre, subordonnée à la formalité du visa des autorités administratives du lieu de destination. Après utilisation il devra être remis aux autorités qui l'ont délivré.

ART. 4. — Le défaut de laissez-passer peut être sanctionné par l'interruption du voyage et le refoulement des contrevenants à leurs frais, sur leur colonie de résidence, sans préjudice, le cas échéant, des poursuites administratives et judiciaires.

ART. 5. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues par le décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires.

ART. 6. — Les commandants de cercle et chefs de subdivision, le chef du service de la sûreté sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1942.

P. SALICETI.

Produits et denrées de première nécessité

ARRETE N° 613 A. E. du 31 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. e./c.5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de stocks;

Vu l'arrêté n° 406 A. E. du 31 juillet 1942 modifiant l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 concernant la limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 406 A. E. du 31 juillet 1942 portant modification de l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 concernant la limitation et la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local est modifié comme suit :

Sel 50 tonnes.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 31 octobre 1942.

P. SALICETI.

Café

ARRETE No 615 A. E. du 3 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général no 2416 s. E./c.5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de stocks;

Vu l'arrêté no 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Vu l'arrêté no 297 du 8 juin 1939 modifiant l'arrêté 520 bis du 26 septembre 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté no 297 du 8 juin 1939 modifiant l'arrêté no 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits.

ART. 2. — L'achat des cafés « arabica » et « niaouli » est interdit jusqu'à nouvel ordre sur l'ensemble du territoire du Togo.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 3 novembre 1942.

P. SALICETI.

Ricin

ARRETE No 616 A. E. du 3 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général no 2416 s. E./c.5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de stocks;

Vu l'arrêté no 780 du 31 décembre 1941 interdisant l'achat du ricin par le commerce;

Vu l'arrêté no 610 A. E. du 31 octobre 1942 fixant les prix d'achat maxima et minima des oléagineux, campagne 1942-43;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté no 780 du 31 décembre 1941 interdisant l'achat du ricin par le commerce est rapporté.

ART. 2. — Les prix d'achat sont ceux fixés par l'arrêté no 610 A. E. du 31 octobre 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 3 novembre 1942.

P. SALICETI.

Zones interdites

ARRETE No 617/A. P. A. du 3 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 10 septembre 1935 réglementant les conditions d'admission et de séjour au Togo des nationaux français et étrangers;

Vu le décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A l'exception des agents des autorités civiles ou militaires appelés par l'exercice de leurs fonctions à s'y déplacer, la zone suivante est interdite à la circulation des nationaux français et nationaux étrangers ou assimilés :

Zone interdite : toute la zone située à l'ouest de la ligne suivante :

Lomé-Palimé (Lomé et Palimé exclus);

Route Palimé-Atakpamé (Atakpamé exclus);

Route Atakpamé-Anié (Anié exclus);

Cours supérieur de l'Anié (rivière) entre Anié et Djabatauré;

Route Djabatauré-Sokodé (Sokodé et Djabatauré exclus) — Bassari (exclus) — Mango (exclus) — Nadjondi (exclus) jusqu'à la frontière de la Côte d'Ivoire.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article premier, des autorisations de circulation pourront être accordées aux personnes qui ont leur résidence habituelle dans la zone interdite. Ces autorisations délivrées par les chefs de circonscriptions intéressées seront visées par le chef du service de la sûreté pour le cercle de Lomé.

ART. 3. — Est interdit entre 20 heures et 5 heures, à tout individu quel que soit son statut, le franchissement dans les deux sens, d'une ligne joignant le poste de douane d'Aflao (Lomé), la route circulaire et la route lagunaire.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront réprimées soit par les peines de simple police, soit par celles prévues au décret du 24 mars 1923 sur l'indigénat suivant le statut des contrevenants.

Dans le premier cas les infractions au présent arrêté seront punies de 1 à 15 francs d'amende, de 1 à 5 jours de prison, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, l'emprisonnement sera toujours prononcé.

Dans le second cas, les peines appliquées seront de 1 à 15 jours de prison ou de 1 à 100 francs d'amende. Ces deux peines pourront être prononcées cumulativement. Ces peines seront prononcées suivant la

qualité du contrevenant par voie judiciaire ou par voie administrative. Par voie judiciaire s'il s'agit des contrevenants indigènes prévus à l'article 4 du décret du 24 mars 1923, par voie administrative pour tous autres contrevenants de statut indigène.

ART. 5. — L'administrateur-maire de Lomé, le chef du service de la sûreté, le chef du service des douanes, les commandants de cercle et chefs de subdivision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 novembre 1942.

P. SALICETI:

Ouverture de crédits

ARRETE No 627 F. du 3 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;
Le conseil d'administration entendu;
Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts au budget local du Togo, exercice 1942, les crédits supplémentaires suivants :

CHAPITRE PREMIER

DETTES EXIGIBLES

ART. 6. — *Dépenses d'exercices clos* . . . 1.960.000

CHAPITRE IV

SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE (Personnel)

ART. 2. — *Bureaux du gouvernement*

§ 2. — Bureau des finances . . . 20.000

ART. 3. — *Circonscriptions administratives*

§ 2. — Services civils . . . 200.000

ART. 8. — *Police administrative et judiciaire*

§ 1. — Personnel européen . . . 100.000

ART. 11. — *Forces de police*

§ 2. — Personnel indigène . . . 300.000

Total du Chapitre IV . . . 620.000

CHAPITRE VI

SERVICES FINANCIERS (Personnel)

ART. 2. — *Douanes*

§ 2. — Personnel indigène . . . 200.000

ART. 6. — *Forêts*

§ 1. — Personnel européen . . . 70.000

Total du Chapitre VI . . . 270.000

CHAPITRE VII

SERVICES FINANCIERS (Matériel)

ART. 10. — *Dépenses d'exercices clos* . . . 190.000

CHAPITRE VIII

EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES (Personnel)

ART. 1^{er}. — *Postes — Télégraphes — Téléphones*

§ 2. — Personnel indigène . . . 60.000

ART. 3. — *Travaux publics*

§ 2. — Personnel européen . . . 80.000

ART. 4. — *Transports automobiles*

§ 1. — Personnel européen . . . 150.000

ART. 5. — *Agriculture*

§ 1. — Personnel européen . . . 150.000

Total du Chapitre VIII . . . 440.000

CHAPITRE IX

EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES (Main-d'œuvre)

ART. 5. — *Agriculture*

§ 1. — Manœuvres des stations . . . 30.000

CHAPITRE XII

SERVICES D'INTÉRÊTS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

ART. 1^{er}. — *Services sanitaires et médicaux*

§ 2. — Pharmacie et laboratoire . . . 80.000

ART. 2. — *Hôpital mixte*

§ 1. — Personnel européen . . . 90.000

ART. 3. — *Assistance médicale indigène*

§ 1. — Personnel européen . . . 140.000

Total du Chapitre XII . . . 310.000

CHAPITRE XVII

DÉPENSES IMPRÉVUES (Matériel)

ART. 2. — *Autres dépenses imprévues* . . . 40.000

ART. 2. — L'ouverture de ces crédits supplémentaires sera gagée :

1^o — En ce qui concerne les chapitres IV, VI, VII, VIII, IX, XII et XVII par des annulations suivantes :

a) CHAPITRE XI

TRAVAUX PUBLICS

ART. 1^{er}. — *Travaux d'entretien*

§ 2. — Entretien des routes intercoloniales . . . 60.000

§ 4. — Entretien des routes et ponts . . . 380.000

ART. 2. — *Grosses réparations*

§ 1. — Réparations aux immeubles . . . 140.000

b) CHAPITRE XIII

SERVICES D'INTÉRÊT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE (Matériel)

ART. 2. — *Pharmacie d'approvisionnement*

§ 1. — Achat de médicament et matériel . . . 800.000

c) CHAPITRE XV

DÉPENSES DIVERSES (Matériel)

ART. 1^{er}. — *Transports du personnel et du matériel*

§ 2. — Transport du personnel . . . 300.000

Total des annulations . . . 1.680.000

2^o — En ce qui concerne le chapitre 1^{er} par une augmentation des ressources normales du budget.

CHAPITRE II

CONTRIBUTIONS PERÇUES SUR LIQUIDATIONS

ART. 1^{er}. — *Importations et exportations*

§ 2. — Droits d'exportations 2.180.000

ART. 3. — Le présent arrêté rendu provisoirement exécutoire, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 novembre 1942.

P. SALICETI.

Annulation de crédits

N° 631 C. F. T. — Par arrêté du commissaire de France au Togo pris en conseil d'administration en date du :

3 novembre 1942. — Sont annulés au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1941, les crédits restés sans emploi, au 31 mai 1942 :

| | | | |
|----------|------|---|--------------|
| CHAPITRE | I | — | 596.628,40 |
| — | II | — | 179.278,— |
| — | III | — | 602.043,40 |
| — | IV | — | 839.413,60 |
| — | V | — | 29.010,30 |
| — | VI | — | 126.055,50 |
| — | VII | — | 236.289,30 |
| — | VIII | — | 346.895,50 |
| — | IX | — | 30.766,50 |
| — | X | — | 32.522,90 |
| — | XI | — | 358.019,70 |
| — | XIII | — | 253.000,— |
| Total | | | 3.629.923,10 |

Alcool

ARRETE N° 633 T. P. du 5 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 754 du 24 décembre 1941 réglementant les opérations de distillation industrielle des fruits et graines du pays;

Vu l'avis émis par le chef du service de santé dans sa lettre 1066 s./s. du 28 octobre 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La quantité d'alcool neutre à haut titrage que l'usine de M. R. Eychemé est autorisée à fabriquer pour les besoins sanitaires et médicaux est fixée à :

25 litres pour le 4^e trimestre 1942 et à 2.000 litres pour l'année 1943.

ART. 2. — L'autorisation d'achat est accordée sur demande adressée au commissaire de France (service de santé).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 novembre 1942.

P. SALICETI.

Chocolat — Cacao sucré

ARRETE N° 640 A. E. du 7 novembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./C. 5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et de stocks;

Vu la lettre n° 1416 s. E. en date du 16 juillet 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

Vu le décret n° 1735 du 29 juin 1942 réglementant la création ou l'extension des industries en A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 496 A. E. du 5 septembre 1942 est modifié comme suit :

La création ou l'extension de l'industrie chocolatière au territoire est subordonnée à l'autorisation préalable du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française.

Toutefois en ce qui concerne les fabricants artisans, l'autorisation pourra être accordée par le commissaire de France. Cette autorisation ne pourra être délivrée qu'aux seuls fabricants patentés en exercice à la date du 1^{er} août 1942. A cet effet, les intéressés doivent régulariser leur situation au plus tard dans les 15 jours qui suivent la publication du présent arrêté au *Journal officiel* du territoire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 novembre 1942.

P. SALICETI.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Services militaires

Administrateurs des colonies

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 26 septembre 1942, les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-dessous ont été conservés dans leur grade actuel aux administrateurs des colonies dont les noms suivent :

Administrateurs de 1^{re} classe :

M.M.
H. Moal, 7 mois 12 jours (1), 7 mois 12 j. (2).
L.-J. Nativel, 5 mois 14 jours, néant.

Administrateurs de 2^e classe :

M.M.
J.-L.-P. Bérard, 5 mois 24 jours (1), néant (2).
P. Sanson, 1 an 4 mois 1 jour, néant.

(1) Ancienneté conservée.

(2) Fraction de ce rappel donnant droit aux avantages automatiques de solde.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL INDIGÈNE

Agents auxiliaires

Nominations

Par décision n° 784 F./Pel. du :

26 octobre 1942. — Le nommé Ouatchinou Pierre Adjovi est engagé en qualité d'infirmier auxiliaire.

Il aura droit en cette qualité à un salaire mensuel de Deux cent cinquante francs (250 frs.) et aux avantages accordés aux agents auxiliaires régis par le règlement du 1^{er} mai 1939.

Démissions

Par décision n° 806 F./Pel. du :

5 novembre 1942. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} novembre 1942, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Agbessi pour convenance personnelle.

MODIFICATIF à la décision n° 762 F./Pel. du 14 octobre 1942.

Au lieu de :

Est acceptée pour compter du 10 octobre 1942, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire d'hygiène Lawson Martin.

Lire :

Est acceptée pour compter du 16 octobre 1942, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire d'hygiène Lawson Martin.

Révocations

Par décision n° 789 F./Pel. du :

28 octobre 1942. — L'agent auxiliaire Amadou Guinguina est révoqué de son emploi pour compter du jour où lui aura été notifiée la présente décision.

Par décision n° 799 F./Pel. du :

2 novembre 1942. — Sont révoqués de leur emploi à compter du 6 octobre 1942, pour insubordination et fautes graves contre la discipline, les agents auxiliaires dont les noms suivent :

| | |
|--------------------|-----------------------|
| Kouakou Koma, | Tchédré Boukary, |
| Assi Kpélou, | Oudanon Tantandja, |
| Faré Tchandikou, | Kokou Atabès, |
| Oumorou Fatouma, | Nassam Djato, |
| Mama Aboudou, | Acrachi Minda, |
| Otokoro Koroko, | Tchao Christian, |
| Koffi Abbé, | Tossoukpè Christophe, |
| Koriko Bawa, | Adoyi Bawa, |
| Kpessou Tobias, | Karamou Daoudou, |
| Moreira Sébastien, | Adam Djobo, |
| Nakoubou Lochina, | Oureya Djato, |
| Aboko Gouni. | |

Par décision n° 807 F./Pel. du :

5 novembre 1942. — L'agent auxiliaire Boyi, titulaire d'une permission d'absence de 60 jours, qui n'a pas rejoint son poste depuis l'expiration de son congé, le 2 avril 1942, est révoqué de son emploi.

Par décision n° 814 F./Pel. du :

7 novembre 1942. — L'agent auxiliaire Amouzou Nicolas est révoqué de son emploi pour faute grave, pour compter du 1^{er} novembre 1942.

DIVERS

Commandement indigène

Par décision n° 797 A. P. A. du :

30 octobre 1942. — Il est alloué pour compter du 1^{er} janvier 1942 aux chefs de canton ci-après indiqués les soldes annuelles suivantes, payables à terme échu, par trimestre ou semestre, au choix des intéressés :

| | |
|-----------------------------------|------------|
| Atchikiti Abassan, chef de canton | 6.000 frs. |
| Ihou Attigbé, chef de canton | 6.000 — |
| Frico Dabida, chef de canton | 3.000 — |

Enseignement

Certificat d'études primaires élémentaires

Par décision n° 788 E. du :

28 octobre 1942. — Les épreuves écrites du certificat d'études primaires élémentaires auront lieu dans les centres de Lomé, Anécho, Atakpamé, Palimé, Sokodé et Mango le 9 novembre 1942. Elles commenceront le matin à 7 h. 30 et le soir à 14 h. 30.

Les épreuves orales auront lieu aux dates ci-après :

| |
|------------------------------|
| A Sokodé, le 24 novembre. |
| A Atakpamé, le 26 novembre. |
| A Lomé, les 3 et 4 décembre. |
| A Anécho, le 7 décembre. |
| A Palimé, le 14 décembre. |

Internement

Par arrêté n° 641 A. P. A. du :

8 novembre 1942. — Le nommé Gadagbui Améga, âgé de 58 ans, né à Kpélé-Siko (subdivision de Klouto), de feu Gadagbui et de Dalahomé, cultivateur, domicilié à Kpélé-Siko, est interné administrativement pendant la durée des hostilités.

Livret d'allocations de retraite

Par arrêté n° 632 F. du :

4 novembre 1942. — Il est autorisé la délivrance d'un duplicata du livret d'allocations de retraite n° 30 au nom de M. Padonou Fritz, ex-aide-médecin de 1^{re} classe, né à Glidji, (cercle d'Anécho), le 22 octobre 1882, titulaire d'une allocation de retraite au taux annuel de : Quatre mille cent quatre-vingt-dix francs (4.190 frs.) concédée par arrêté n° 572 du 16 octobre 1941.

M. Padonou Fritz, est tenu de restituer à l'administration locale le livret qui lui a été précédemment remis dans le cas où il viendrait à le retrouver.

Œuvre du secours national d'hiver

Par décision n° 802 Cab. du :

4 novembre 1942. — La décision n° 835 du 26 novembre 1941 est abrogée.

Le comité local chargé de l'organisation des manifestations en vue de la participation du territoire à l'Œuvre du Secours National est constitué comme suit :

| | |
|---|---------------------------|
| M. L'inspecteur des affaires administratives | <i>Président</i> |
| M.M. L'administrateur-maire de Lomé, Le président du comité local de la Légion, Le commandant du secteur militaire du Togo, Le chef du service de santé, | <i>Membres</i> |
| Mme. La présidente de la Croix Rouge, | |
| M.M. Le président de la chambre de commerce, Le directeur de la B. A. O., Le président du conseil des notables de Lomé, | |
| Le chef du bureau des finances | <i>Secrétaire général</i> |
| Le chef du service de l'éducation générale et des sports | <i>Secrétaire</i> |

Pensions

Par arrêté n° 628 F. du :

3 novembre 1942. — Sont accordées les pensions ci-après aux gardes de cercle dont les noms suivent admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

1° — A compter du 1^{er} janvier 1942 :

Pension pour ancienneté de service au taux annuel de Sept cent vingt francs (720 frs.) à l'adjudant-chef Agossa Djomati, N° Mle 148, né en 1888 à Allada, colonie du Dahomey, 27 ans 3 mois et 25 jours de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service au taux annuel de Quatre cent quatre-vingts francs (480 frs.) au brigadier-chef Bola Diakra, N° Mle 220, né en 1898 à Ténéga, subdivision de Lama-Kara, cercle de Sokodé, 25 ans 2 mois et 21 jours de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service au taux annuel de Quatre cent quatre-vingts francs (480 frs.) au brigadier de 1^{re} classe Sibiti Tchiamovo, N° Mle 900, né en 1894 à Diapaga, colonie du Niger, 25 ans 11 mois et 17 jours de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service au taux annuel de Quatre cent vingt francs (420 frs.) au brigadier de 2^e classe Abodji, N° Mle 302, né en 1896 à Koumondé, cercle de Sokodé, 25 ans 4 mois et 12 jours de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service au taux annuel de Quatre cent vingt francs (420 frs.) au garde de 1^{re} classe Adohi, N° Mle 153, né en 1885 à Bafilo, cercle de Sokodé, 25 ans et 10 jours de services effectifs.

2° — A compter du 1^{er} mai 1942 :

Pension proportionnelle au taux annuel de Trois cent quatre-vingts francs (380 frs.) au brigadier de 1^{re} classe Kondo Sabalé, N° Mle 1082, né en 1902 à Alédjo-Koura, colonie du Dahomey, 16 ans et 8 mois, arrondis à 17 ans de services effectifs.

3° — A compter du 1^{er} juin 1942 :

Pension proportionnelle au taux annuel de Cinq cent quatre francs (504 frs.) au brigadier-chef de 1^{re} classe Bessi Koutan, N° Mle 1013, né à Lama-Tessi, cercle de Sokodé, 21 ans 7 mois et 21 jours, arrondis à 22 ans de services effectifs.

4° — A compter du 1^{er} juillet 1942 :

Pension pour ancienneté de service au taux annuel de Six cents francs (600 frs.) à l'adjudant Koffi Joseph, N° Mle 26, né en 1890 à Anécho, 25 ans et 3 mois de services effectifs.

Pension proportionnelle au taux annuel de Cinq cent trente quatre francs (534 frs.) au brigadier-chef de 1^{re} classe Kédèsem Basoa, N° Mle 404, né en 1898, à Kodjéné, cercle de Sokodé, 24 ans et 3 mois, arrondis à 24 ans et 6 mois de services effectifs.

Pension proportionnelle au taux annuel de Quatre cent cinquante cinq francs (455 frs.) au brigadier de 2^e classe Boukary II, N° Mle 402, né en 1898 à Dapango, subdivision autonome de Mango, 24 ans et 1 mois, arrondis à 24 ans et 6 mois de services effectifs.

5° — A compter du 1^{er} août 1942 :

Pension proportionnelle au taux annuel de Trois cent soixante cinq francs (365 frs.) au brigadier de 1^{re} classe Sakary Pahoua, N° Mle 632, né en 1905 à Défalé, cercle de Sokodé, 15 ans 3 mois et 28 jours, arrondis à 15 ans et 6 mois de services effectifs.

La dépense résultant du paiement de ces pensions est imputable au budget local du Togo.

Service de santé

Concours

Par arrêté n° 604 F./Pel. du :

26 octobre 1942. — Un concours pour trois emplois d'élève infirmier du service de santé du cadre local indigène, aura lieu le mardi 1^{er} décembre 1942, dans les centres suivants : Lomé, Sokodé, Lama-Kara, Mango.

Les candidats qui auront subi avec succès les épreuves du concours organisé par le présent arrêté seront nommés élèves infirmiers, et seront affectés au service vétérinaire.

Les candidats devront satisfaire aux conditions prévues aux articles 3 et 5 de l'arrêté n° 161 en date du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo, modifié par l'arrêté n° 307 du 14 juin 1941, et adresser le dossier réglementaire au commissaire de France au plus tard le 14 novembre 1942, et indiquer le centre de leur choix.

La liste définitive des candidats admis à subir les épreuves sera arrêtée le 17 novembre 1942.

L'examen aura lieu par écrit et portera sur les matières suivantes :

Matin

(de 7 heures 30 à 11 heures)

| | Coefficient |
|---|-------------|
| 1° — Une rédaction sur un sujet d'ordre général (qui servira également d'épreuve d'orthographe), durée : 2 heures | 3 |
| 2° — Arithmétique (trois problèmes dont deux sur le système métrique), durée : 1 h. 30 | 1 |

Soir

(de 14 heures 30 à 16 heures 30)

| | |
|--|---|
| 3° — Hygiène (notions élémentaires), durée : 1 heure | 1 |
|--|---|

4^e — Anatomie et physiologie humaine (notions élémentaires), durée : 1 heure 1

Aucun candidat ne pourra être admis s'il n'a obtenu la moyenne générale de 12 sur 20.

Les sujets seront choisis à raison de trois questions par matière (chaque question étant établie en autant d'exemplaires qu'il y a de centres d'examen) par le chef du service de santé, en liaison avec le chef du service zootechnique, et enfermés dans une enveloppe cachetée et scellée qui portera la mention des épreuves. Ce pli sera adressé au commissaire de France quinze jours avant la date du concours.

Les sujets des épreuves seront arrêtés par le commissaire de France et placés sous pli scellé pour chaque épreuve.

Tous ces plis seront adressés sous une seconde enveloppe scellée aux présidents des commissions de surveillance de chacun des centres prévus à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Au début de chaque séance, le président de la commission de surveillance, en présence des membres de la commission et des candidats, avant l'ouverture de l'enveloppe enfermant les sujets, constatera l'intégrité des cachets.

Il est interdit aux candidats, sous peine d'être exclu de l'examen, d'apporter avec eux aucun document et d'avoir aucune communication avec l'extérieur.

Les compositions seront faites sur des feuilles spéciales qui seront fournies aux candidats et dont seul l'angle supérieur droit portera la mention du nom et sera soigneusement cacheté.

A la fin de chaque épreuve, tous les devoirs, dont chacun sera revêtu de la signature des membres de la commission de surveillance, seront placés dans une enveloppe qui sera cachetée et scellée et portera d'une façon apparente la mention du centre d'examen et celle de l'épreuve.

A la dernière séance, le président de la commission de surveillance réunira en un seul paquet scellé et visé, les enveloppes renfermant les compositions. Il l'adressera ensuite au commissaire de France accompagné d'un procès-verbal des opérations.

Une commission se réunira à Lomé, sur la convocation de son président, à l'effet de procéder à la correction des épreuves.

A l'issue des travaux de la commission, le président adressera au commissaire de France le dossier complet du concours accompagné d'un procès-verbal faisant ressortir le classement définitif des candidats, les notes obtenues pour chaque matière, le total des points, la moyenne générale.

Surveillance des prix

Séance du 22 Octobre 1942

U. A. C.

| | Frs. |
|--|-------|
| Quintonine — Le flacon | 9,50 |
| Gandol — La boîte | 22,45 |
| Pulmoll — La boîte | 16,20 |
| Encaustique « Hennebe » La boîte | 25,45 |
| Ciseaux Coiffeurs LACERRE — La pièce | 19,70 |
| Grillage métallique aluminium — Le mètre | 67,50 |
| Alcool de menthe « RICQLES » — Le flacon | 18,25 |

Frs.

| | |
|---|--------|
| Vermouth Noilly Prat — La bouteille | 46,45 |
| Vin Bourgogne Bichot — La bouteille | 79,— |
| Tisane des Chartreux — Le flacon | 25,50 |
| Vis acier et laiton — Le paquet | 56,40 |
| Cadenas 30 m/m — La pièce | 6,45 |
| Cadenas 40 m/m — La pièce | 10,00 |
| Scies à métaux — La pièce | 3,90 |
| Scies égoïnées 3 lames — La pièce | 18,90 |
| Champagne Veuve Cliquot « Demi-sec » La bouteille | 102,60 |
| Champagne Veuve Cliquot « Sec » — La bouteille | 120,45 |
| Champagne Veuve Cliquot « Brut » — La bouteille | 127,10 |
| Poudre à tanner — Le kilogramme | 34,20 |
| Eau dentifrice « GIBBS » — Le flacon | 31,90 |
| Carbonate de soude — Le kilogramme | 7,40 |
| Apéritif BONAL — La bouteille | 45,15 |
| Pippermint vert — La bouteille | 70,25 |
| Eau Perrier — La bouteille | 8,80 |
| Cirage blanc pour casque — La pièce | 3,45 |
| Carbure de calcium — Le bidon | 476,90 |
| Chaux vive — Le fût | 626,65 |
| St Raphaël Quinquina — La bouteille | 45,20 |
| Encaustique « Bellicire » — La boîte | 26,00 |
| Curaçao « Extra sec », « Sec » — La bouteille | 91,85 |
| Sel d'Epson — Le sachet | 1,30 |
| Dentinette — Le flacon | 6,45 |
| Couteaux de table — La pièce | 26,00 |
| Rasoirs bachelite — La pièce | 15,60 |
| Rasoirs métal — La pièce | 18,30 |
| Chaine de montre — La pièce | 27,05 |
| Peignes — La pièce | 8,60 |
| Pulmo-serum — Le flacon | 29,25 |
| Forxol — Le flacon | 29,25 |
| Barytox — Le flacon | 29,25 |
| Dragées Nergès — Le flacon | 13,60 |

Séance du 28 octobre 1942

MAISON R. EYCHENNE

| | |
|--|--------|
| Minium de plomb — Le kgr. | 17,60 |
| Coton hydrophile — Le paquet | 8,30 |
| Couverture blanche — La pièce | 70,80 |
| Couverture grise — La pièce | 53,40 |
| Percalé « Pirogue à 3 rameurs » — La pièce de 37 ^m 5. | 446,35 |
| Percalé « Ane qui rue » — La pièce | 497,30 |
| Percalé « Pot » — La pièce | 507,05 |
| Percalé « Pileuses de mil » — La pièce | 464,90 |
| Percalé « Ch. de fer sortant d'un tunnel » — La pièce | 403,— |
| Percalé « Autruche » — La pièce | 393,90 |
| Pipes en bois — La grosse | 497,— |
| Champagne — La bouteille | 91,75 |
| Kalmine — Boîte de 1 kalmine | 1,40 |
| Kalmine — Boîte de 6 kalmines | 7,60 |

Cie F. A. O.

| | |
|--|-------|
| Toile rayonne blanchi 80 cm — Le mètre | 23,— |
| Toile rayonne blanchi — Le mètre | 23,75 |
| Tissus Ecossais 75 cm — Le mètre | 23,75 |
| Chemises kaki manches courtes — La pièce | 60,25 |
| Percalé coton étoile F. A. O. 80 cm — Le mètre | 16,50 |
| Satin coton blanc F. A. O. 80 cm — Le mètre | 24,— |
| Coton à reprendre — L'écheveau | 1,25 |

| | Frs. |
|---|----------|
| Coton à reprendre — Paquet de 50 écheveaux | 72,25 |
| Fil à coudre « Au champillon » — La bobine | 6,25 |
| Fil à coudre « Au champillon » — La douzaine | 72,50 |
| Fil Fibranne « Au bois magique » — La bobine | 7,50 |
| Fil Fibranne « Au bois magique » — La douzaine | 87,50 |
| Calicot imprimé 78/80 cm — Le mètre | 14,50 |
| Crêpe de chine rayonne 90 cm — Le mètre | 19,75 |
| Fantaisie rayonne 96 cm — Le mètre | 41,50 |
| Pique Satin rayonne 90 cm — Le mètre | 41,50 |
| Pique rayonne 90 cm N° 317 — Le mètre | 38,— |
| Satin souple 70 cm — Le mètre | 32,— |
| Satin qualité 552 — 140 cm — Le mètre | 53,75 |
| Mouchoirs de tête rayonne pure — Le mouchoir | 17,— |
| Mouchoirs de tête rayonne pure — La pièce de 7m | 119,— |
| Mouchoirs Néo Berbera — Le mouchoir | 32,— |
| Mouchoirs Néo Berbera — La pièce de 7m | 218,25 |
| Mouchoirs Tabora non barrée — Le mouchoir | 18,50 |
| Mouchoirs Tabora non barrée — La pièce de 7 mouc. | 128,50 |
| Mouchoirs Tabora non barrée — Le mouchoir | 20,— |
| Mouchoirs Tabora non barrée — La pièce de 7 mouc. | 134,60 |
| Mouchoirs Tabora lancée — Le mouchoir | 24,50 |
| Mouchoirs Tabora lancée — La pièce de 7 mouchoir | 170,30 |
| Calicot blanchi coton 140 cm. — Le mètre | 15,80 |
| Coupe Bazin 50 cm 69/70 — Le mètre | 23,75 |
| Fil à coudre Rayonne — La pièce | 15,— |
| Tissus rayonne blanc — Le mètre | 95,50 |
| Tissus rayonne Ciel-rose — Le mètre | 74,50 |
| Tissus rayonne couleurs assorties — Le mètre | 56,— |
| Farine Lactée Nestlé — La boîte | 19,— |
| Liqueur Cointreau — La bouteille | 112,40 |
| Tisane des Chartreux — Le flacon | 23,— |
| Essence de Lavande — L'estagnon | 39,50 |
| Quinquina Dubonnet — La bouteille | 50,— |
| Borax Granulé — Le kilogramme | 14,80 |
| Cognac Adet VG — La bouteille | 185,— |
| Vin Pomard — La bouteille | 97,— |
| Vin Nuit St Georges — La bouteille | 97,— |
| Vin Vosne Romanée — La bouteille | 97,— |
| Vin Chambolles Musig. — La bouteille | 97,— |
| Vin Meursault — La bouteille | 97,00 |
| Sirop citron Gre. — La bouteille | 39,50 |
| Cognac Jules Robin — La bouteille | 95,50 |
| Vinaigre blanc — La bouteille | 29,75 |
| Liqueur Cherry Rocher — La bouteille | 103,25 |
| St Raphaël Quinquina — La bouteille | 42,75 |
| Bleu Lion — La cartouche | 31,15 |
| Vin rouge Beauj. — La bouteille | 69,75 |
| Vin rouge Beauj. — Le litre | 70,25 |
| Machine à coudre à pied — La pièce | 4.026,— |
| Reveil Jaz Simplis N° 134-10 — La pièce | 112,25 |
| Reveil Jaz Simplis N° 134-11 — La pièce | 132,50 |
| Reveil Jaz Simplis N° 134-10 — La pièce | 116,— |
| Reveil Jaz Simplis N° 134-11 — La pièce | 137,— |
| Lorric Jaz Simplis N° 243-10 — La pièce | 210,50 |
| Essence de térébenthine — Le kg. | 25,75 |
| Eau minérale Vittel Gd S — La bouteille | 8,— |
| Bicyclettes GHL, 40 hommes — La pièce | 2.695,25 |
| Bicyclettes GHL, 45 femmes — La pièce | 2.656,50 |
| Anisette superfine — La bouteille | 48,50 |
| Sucre cristallisé roux — Le kilogramme | 10,10 |

Terrain domanial

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 543 Dom. du 29 septembre 1942 J. O. Togo du 16 octobre 1942 — Page 617.

Au lieu de :

... moyennant le prix de Trente mille cent francs.

Lire :

... moyennant le prix de Trente-quatre mille cent francs.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours

Concours du stage de l'École nationale de la France d'outre-mer

Par arrêté ministériel du 26 septembre 1942, paru au *Journal officiel* de l'Etat français en date du 27 septembre 1942, le concours prévu par le décret du 10 juillet 1920, modifié par décret du 20 février 1934, concernant l'admission au stage de l'école nationale de la France d'outre-mer des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux, aura lieu les 2 et 3 avril 1943.

Le nombre de places mises au concours a été fixé à trente-six.

Le programme d'économie politique est celui des deux premières années de la licence en droit.

Les demandes devront être formulées avant le 27 décembre 1942, terme de rigueur.

AVIS

de recrutement de dactylographes contractuels pour le Gouvernement Général de l'A. O. F.

Un certain nombre de dactylographes expérimentés sont recherchés, pour servir à Dakar, pour les besoins du Gouvernement général de l'A. O. F.

Suivant la valeur professionnelle des postulants des contrats renouvelables d'une durée de trois ans, pourront leur être consentis.

Le salaire mensuel initial serait de 1.500 à 1.800 francs, majoré de tous les avantages accordés aux agents des cadres communs secondaires de l'A. O. F., y compris éventuellement les indemnités pour charges de famille.

A l'expiration de leur contrat les intéressés auront droit à un congé de trois mois.

Les candidats agréés seront classés à la 8^e catégorie et voyageront sur réquisition administrative qui sera imputée sur les fonds du budget général.

Les demandes devront être adressées dans le plus bref délai, accompagnées du dossier réglementaire de candidature, à M. le Commissaire de France au Togo.

Pour tous renseignements s'adresser au bureau du personnel à Lomé.

DOMAINES

**Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1211, déposée le 26 octobre 1942 le sieur Ben Apédo Djadoo profession de planteur, demeurant et domicilié à Davié (Trélékpuimé), subdivision de Tsévié, cercle de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène, optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural bâti, consistant en un terrain en forme de triangle irrégulier, planté de caféiers, cocotiers et d'orangers, et sur lequel est construit 4 maisons en terre de barre, couvertes de paille, servant d'habitation et de cuisine d'une contenance totale de 4 hectares 75 ares 50 centiares situé à Davié (Trélékpuimé), subdivision de Tsévié, cercle de Lomé et borné au nord par le terrain aux nommés Doukpé et Savie de Tové, au sud par le terrain aux nommés Houkpati et Savie de Tové, à l'est par la route Lomé-Atakpamé et à l'ouest par le terrain au nommé Goumezo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1212, déposée le 26 octobre 1942 le sieur Ben Apédo Djadoo profession de planteur, demeurant et domicilié à Davié (Trélékpuimé), subdivision de Tsévié, cercle de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène, optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme de rectangle irrégulier, d'une contenance totale de 1 hectare 64 ares 94 centiares situé à Davié (Trélékpuimé), subdivision de Tsévié, cercle de Lomé et borné au nord par le terrain aux nommés Douloho et Andréas, au sud par les terrains aux nommés Savie de Tové, Tsivayé et Douloho, à l'est par le terrain au nommé Andréas et à l'ouest par la route de Lomé-Atakpamé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1213, déposée le 28 octobre 1942 le sieur Norbert Kodjo Foli profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Wuamé, subdivision de Klouto, cercle du centre, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène, optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire

du Togo d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain nu en forme d'un polygone irrégulier, planté de caféiers, d'une contenance totale de un hectare cinquante quatre ares dix-sept centiares situé à Wuamé, subdivision de Klouto, cercle du centre et borné au nord par la route de Palimé et Kpedzé, à l'est par le village de Wuamé, au sud par terrain à Richard Aheto et requérant, à l'ouest par terrain au requérant.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1214, déposée le 2 novembre 1942 le sieur Elias Tetevi Noah Kuassivi profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé (Togo), agissant comme co-proprétaire majeur non interdit, chargé de l'administration des immeubles qu'il possède indivisément avec son frère consanguin Gothlieb Noah Kuassivi, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère sur lequel se trouvent édifiées une maison d'habitation en bois recouverte de tôles ondulées et deux autres petites maisons en bois également recouvertes de tôles ondulées à usage de dépendances, lesdites constructions en très mauvais état, le tout sans clôture, d'une contenance totale de sept ares trente cinq centiares situé à Anécho, cercle d'Anécho, au quartier Dégbenou, et borné au nord, par terrain à William Abbey et à Victoria Kalouhouen, à l'est par terrain à Edouard Tetegan, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par terrain à Adoté-Akué Akpiti.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1215, déposée le 3 novembre 1942 le sieur Ekué-Akpa Foli Blaise profession d'aide-médecin, demeurant et domicilié à Mission-Tové, (subdivision de Lomé), agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel sont édifiées une construction à usage d'habitation et des dépendances en briques de ciment, couvertes en tôles ondulées d'une contenance totale de neuf ares quarante-huit centiares (9a, 48ca.) situé à Anécho, quartier Kpota, cercle d'Anécho et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par une rue non dénommée, au sud par la voie ferrée et à l'ouest par terrain à Georges Wilson.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
J. SERANT.